



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 2 JUILLET 1921.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 2ND JULY, 1921.

Avis divers

Miscellaneous Notices

AVIS

Les Statuts 11 Geo. V, 1921, sont maintenant prêts pour la distribution, et seront adressés à ceux qui en feront la demande sur réception de \$5.00, plus 30 cts pour frais de port ; en dehors de la province, 40 cts.

2103—23-4

NOTICE

The Statutes 11 Geo. V, 1921, are now ready for distribution and will be mailed upon application to any address on receipt of \$5.00, plus 30 cts for postage ; outside the province, 40 cts.

2104—23-4

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Québec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES :

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Traduction, 50c par 100 mots.
Gazette Officielle, par exemp., 30c.
 Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Translation, 50 cents per 100 words.
Official Gazette, 30 cents per single number.
 Slips \$1.00 per dozen.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Overpayment, if any, will be refunded.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number ; and the last number, the number of insertions of the notice.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

Notices published only once are only followed by our document number.

L'Imprimeur du Roi,
 Ls-A. PROULX.

Ls-A. PROULX,
 King's Printer.

Hôtel du gouvernement.

2393

Government House.

2394

Proclamations

Proclamations

Canada,
 Province de Québec.
 [L. S.] C. FITZPATRICK.

Canada,
 Province of Québec,
 [L. S.] C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

PROCLAMATION

J.-A. HUDON, } ATTENDU que, sous
 Assistant-Procurer- } l'autorité de la loi
 Général-Suppléant. } 11 George V, chapitre 112,
 le greffier de la cité de Montréal, a soumis aux électeurs de ladite cité les questions énoncées dans l'article 1 de la loi et que, le 16 mai 1921, la majorité des électeurs qui ont voté s'est prononcée pour la question 2, savoir : en faveur du gouvernement de la cité par un conseil de trente-cinq échevins élus dans trente-cinq quartiers, pour deux ans, et d'un maire élu par le peuple pour le même terme, avec comité exécutif de cinq échevins et un directeur des services nommé par le conseil ; tel qu'il appert d'un rapport du greffier de ladite cité, en date du 25 mai dernier.

J.-A. HUDON, } WHEREAS that un-
 Acting-Deputy- } der authority of
 Attorney-General. } the Act 11 George V,
 chapter 112, the clerk of the city of Montreal has submitted to the electors of the said city the questions set forth in article 1 of the said Act and that on the 16th day of May, 1921, the majority of the electors who voted were for question 2, namely: in favour of the government of the city by a council of thirty-five aldermen elected for thirty-five wards, for two years, and a mayor elected by the people for the same term, with an executive committee of five aldermen and a director of departments appointed by the council; as it appears in a return of the clerk of the said city dated the 25th day of May last.

A CES CAUSES, et sous l'autorité des articles 7 et 8 de ladite loi 11 George V, chapitre 112, nous déclarons par notre présente proclamation,

THEREFORE, and pursuant to articles 7 and 8 of the said Act 11 George V, chapter 112, we declare, by our present proclamation, that the

que la charte actuelle de la cité de Montréal est amendée suivant les dispositions de la cédule B de ladite loi 11 George V, chapitre 112, et que les dispositions de ladite cédule, quant à la préparation des listes électorales, à l'élection des conseillers et du maire et à la convocation de la première assemblée du conseil, entreront en vigueur aujourd'hui, ce vingt-cinquième jour de juin mil neuf cent vingt et un, les autres dispositions de ladite cédule ne devant entrer en vigueur qu'à l'ouverture de la première séance du conseil qui sera édue le troisième lundi d'octobre prochain ou le jour juridique suivant, si le troisième lundi d'octobre est un jour non juridique.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce VINGT-CINQUEME jour de JUIN, en l'année mille neuf cent vingt et un de l'ère chrétienne et de Notre règne la deuzième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
2397 C.-J. SIMARD.

Canada,
Province of Québec.
L.S.
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON,
Assistant-Procureur-Général
Suppléant. } ATTENDU
qu'en vertu des dispositions de l'article 7486 des Statuts refondus de la province de Québec, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, un plan de chaque cité, ville, village, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi s'y rapportant et énonçant ce qui suit :

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;

2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et

3. Toute chose propre à faire comprendre le plan.

actual charter of the city of Montreal is amended in accordance with the provisions of Schedule B of the said Act 11 George V, chapter 112, and that the provisions of the said schedule as to the preparation of the electoral lists for the election of aldermen and the mayor and for the convening of the first meeting of the council shall come into force this twenty fifth day of June, one thousand nine hundred and twenty one ; the other provisions of the said schedule to only enter into force on the opening of the first sitting of the council that will be elected on the third Monday of October next or the following juridical day if the third Monday of October is a non juridical day.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this TWENTY-FIFTH day of JUNE, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty one, and in the twelfth year of Our Reign.

By command,
2398 C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of Québec.
L.S.
C. FITZPATRICK.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the SEAS, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON,
Acting Deputy Attorney
General. } WHEREAS in
virtue of the provisions of article 7486 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, it is enacted that the Honorable Minister of Colonization, Mines and Fisheries, shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference to each, relating thereto and in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers ;

2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and

3. Everything necessary to the right understanding of such plan.

Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan, est indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible; cette date y est marquée et le plan qui est signé par le Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

"2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot et suffit dans tout document quelconque; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

"La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

"Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus; à défaut de telle désignation, l'enregistrement ne peut affecter le lot en question à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

"2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

"2170. A compter de ce dépôt, le registraire doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

"2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registraire doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquentement dans les autres livres et registres affectant tel lot, de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquentement concernant ce lot.

"2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du Lieutenant-Gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions

Each separate lot or parcel of land, shown on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Minister of Colonization, Mines and Fisheries may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible; and such date is marked upon it, and the plan which is signed by the Minister of Colonization, Mines and Fisheries remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit:

"2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division has been deposited in the office of such division, and notice has been given by proclamation, in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties conteminous thereto; and any piece of land composed of parts of more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

"The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

"As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immoveables indicated on such plan are bound to designate such immoveables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed; in default of such designation, the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

"2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in Council fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

"2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immoveables mentioned in the second place in article 2161.

"2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immoveables by entering under the number of such lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

"2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant-Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force

de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168 et observant les autres formalités en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

"Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

"2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

"2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le lieutenant-gouverneur en Conseil peut faire déposer au bureau du registraire de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

"Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du lieutenant-gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

ET ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de Notre province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, un plan du canton de Wells, dans la deuxième division d'enregistrement du comté de Labelle, et un livre de renvoi s'y rapportant suivant les prescriptions de l'article 7486 des Statuts refondus, 1909;

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marqué en ceux lesquels sont signés par Notre dit Ministre de la Colonisation des Mines et des Pêcheries, et restent dans les archives de son bureau; ET ATTENDU que copies desdits plan et livre de renvoi certifiées par ledit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, ont été déposées dans le bureau d'enregistrement de la deuxième division d'enregistrement du comté de Labelle; et restent ouvertes à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir: depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés; ET ATTENDU qu'à l'égard desdits plan et livre de renvoi, Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries s'est en tout point conformé aux dispositions dudit article 7486 des Statuts refondus de la province de Québec, et à celles du Code Civil du Bas Canada qui s'y rapportent:

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de ladite province, a fixé le quinzième

in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length in the book kept for that purpose, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

"An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article in the same manner as the index mentioned in article 2131:

"2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

"2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant Governor in Council may cause to be filed in the registrar's office of the proper registration division, a correct copy of such plan together with a copy of the book of reference relating thereto.

"The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed; and from date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference, and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166.

AND WHEREAS the Honorable Minister of Colonization Mines and Fisheries of Our Province of Québec has caused to be prepared under his superintendence, plan of the township of Wells in the second registration division of the county of Labelle, and a book of reference relating thereto, pursuant to the provisions of article 7486 of the Revised Statutes, 1909;

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bears also the signature of Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, and remain of record in his office; AND WHEREAS copies of such plan and book of reference certified by the said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, have been deposited in the registry office of the second registration division of the county of Labelle and there remain, open to the inspection of the public during office hours, that is to say: between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and holidays; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries has in every respect, complied with the provisions of the said article 7486 of the Revised Statutes of the Province of Québec, 1909, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto:

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our said Province of Québec, with the advice of the Executive council thereof, has fixed the fifteenth

jour du mois de juillet prochain, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil du Bas Canada deviendront et seront en vigueur dans ladite division d'enregistrement du comté de Labelle, relativement au cadastre du canton de Wells faisant partie de ladite deuxième division d'enregistrement :

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente proclamation, qu'à partir du dit quinzième jour du mois de juillet prochain, les dispositions de l'article 2168 du Code civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite deuxième division d'enregistrement du comté de Labelle, relativement au cadastre du canton de Wells.

Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans ladite deuxième division d'enregistrement du comté de Labelle, sur des immeubles situés dans le canton de Wells, de les renouveler dans les deux ans qui suivront ledit quinzième jour du mois de juillet prochain, à peine de perdre la priorité conférée par ledit Code civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à QUEBEC, ce VINGT-QUATRIÈME jour du mois de JUIN, l'an de grâce mil neuf cent vingt et un et de Notre règne le douzième.

Par ordre,
Le sous secrétaire de la province,
2407 C.-J. SIMARD.

Lettres patentes

" Mount Royal Traders, Incorporated "

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du septième jour de juin 1921, constituant en corporation : Honoré Parent, Edouard Tellier, avocats, tous de la cité de Montréal ; Gérard Parizeau, commis, de la cité de Westmount, district de Montréal, aux fins suivantes :

Souscrire, acquérir par achat, échange ou par aucun autre titre légal, détenir à titre absolu ou en garantie collatérale, ou autrement, et vendre, garantir la vente, céder, transférer ou autrement disposer ou trafiquer d'obligations, débetures, parts, actions ou autres valeurs ou titres d'aucun gouvernement, d'aucune corporation municipale, scolaire, bancaire ou d'utilité publique, de compagnies ou corporations minières, manufacturières, commerciales, industrielles ;

day of the month of July next, at the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said second registration division of the county of Labelle, relating to the cadastre of the township of Wells, forming part of the said second registration division ;

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said fifteenth day of the month of July next the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said second registration division of the county of Labelle, relating to the cadastre of the township of Wells.

And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said second registration division, of the county of Labelle, on the immoveables situated in the township of Wells, to renew the same within the period of two years after the said fifteenth day of the month of July, on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this TWENTY FOURTH day of the month of JUNE, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty one, and in the twelfth day of Our Reign.

By command,
2408 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Letters patent

" Mount Royal Traders, Incorporated "

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1921, incorporating : Honoré Parent, Edouard Tellier, advocates, both of the city of Montreal ; Gérard Parizeau, clerk, of the city of Westmount, district of Montreal, for the following purposes :

To subscribe for and acquire by purchase, exchange or any other legal title and hold either in absolute ownership or as collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of, assign, transfer, or otherwise dispose of or deal in bonds, debentures, stock, shares or other securities or proofs of debts of any government or municipal or school corporation or any bank or public utility, mining, manufacturing, commercial, industrial companies or corporations ;

Acquérir, louer, échanger, prendre à bail ou autrement faire l'acquisition d'aucune propriété foncière et personnelle que la compagnie croira nécessaire ou désirable ; aussi vendre, améliorer, administrer, développer, louer, en disposer, et tirer avantage, ou autrement faire valoir la totalité ou aucune partie de la propriété de la compagnie ;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre des effets, denrées et marchandises de toute catégorie quelconque, aussi promouvoir, organiser, administrer, développer aucune corporation, compagnie ou entreprise commerciale ;

Etre agents et courtiers, pour l'achat, la vente l'amélioration, le développement et la gestion d'aucune propriété, marchandise, affaire ou entreprise ;

Périodiquement solliciter, ou acquérir par transfert ou autrement avoir l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucun statuts d'aucune ordonnance, d'aucun ordre, d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune franchise, autorité, concession, d'aucun droit ou privilège qu'aucun gouvernement ou pouvoir suprême, municipal, local ou autre, peut mettre en vigueur, aussi employer aucunes actions, obligations et valeurs de la compagnie à en payer et défrayer le coût, les frais et impenses nécessaires ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, licences et privilèges similaires conférant un droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret, autre procédé ou renseignement relatif à aucune invention qui pourra paraître propre à servir à aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible directement ou indirectement de profiter à la corporation, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatif ou autrement faire valoir les droits ou renseignements ainsi acquis ;

Emettre et distribuer du capital entièrement libéré de la compagnie constituée aux présentes en paiement ou en paiement partiel d'aucune affaire, franchise, entreprise, propriété, des droits, pouvoirs, privilèges, baux, licences, contrats, biens-fonds, actions, bons, obligations, débetures, autres biens ou droits qu'elle peut légalement acquérir ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider par boni, prêt, promesse, endossement, garantir aussi l'exécution des obligations ou le paiement des dettes, autrement aider et assister aucune personne, société ou corporation avec laquelle la compagnie peut être financièrement intéressée ou avoir des relations d'affaires, agir aussi comme employé, agent ou gérant d'aucune telle personne, corporation ou société ;

Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou qui est susceptible d'aucune manière d'accroître la valeur des propriétés ou valeurs de la corporation ;

Vendre, louer ou autrement aliéner la propriété et l'entreprise corporatives ou aucune partie d'icelles moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie ;

To acquire, lease, exchange, hire or otherwise make the acquisition of any real and personal property that the company may deem necessary or desirable ; and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, derive advantage from, or otherwise turn to account the whole or part of the property of the company ;

To manufacture, import, export, purchase and sell goods, wares and merchandise of any kind and promote, undertake, organize, manage and develop any business, corporation, company or undertaking ;

To act, as agents and brokers, for the purchase, sale, improvement, development and management of any property, business or undertaking ;

From time to time to make application, to acquire and exercise, put into execution, and avail itself of any statute, ordinance, order, license, power, authority, concession, right of privilege that any government or authority supreme, municipal or local or any corporation or other public body may have the power to put into force ; to make or grant and appropriate any part of the shares, bonds or assets of the company for the payment and settlement of the costs ; charges and expenses necessitated by the company ;

To make application for, purchase or in any other manner acquire, any patents, licenses and other similar privileges granting any exclusive, non exclusive or limited right, to make use of any secret or other information respecting any invention that the company may make use of for its business or the acquisition of which may directly or indirectly profit the company, and to utilize, employ, develop, grant licenses, in respect of or otherwise turn to account the rights and information acquired in the aforesaid manner ;

To issue and allot part of the paid up capital of the presently incorporated company in full or part payment for any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, immoveable property, shares, bonds or debentures or for any other property or rights that the company may legally acquire in virtue of the powers granted hereby ;

To raise and assist raising funds, for and assist by way of bonus, loan, note, endorsement and go security for the performance of the contracts or settlement of the debts, or aid and assist in any other manner any persons, business, firm, or corporation with which or in which the company may be financially interested or with which it may have business relations and to act as employee, agent or manager of such corporation or business firm ;

To take part in any arrangement for the sharing of profits, union of interest, cooperation, common risks, reciprocal concession or other things with any person or company engaged in or carrying on business or about to do so in any trade or transactions in which the company is authorized to engage in and that may be of a nature to increase in any maner the value of the property or securities of the company ;

To sell, lease and otherwise dispose of the property or undertaking of the company or any part thereof for such considerations as the company may deem fit and particularly for shares, bonds, debentures or other securities of any other company ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature aucune propriété de la corporation, et particulièrement aucunes actions, débetures ou autres valeurs dans d'autres compagnies, appartenant à la corporation ou dont celle-ci peut disposer ;

Faire enregistrer, licencier ou reconnaître la compagnie dans aucune autre province du Canada, dans aucun pays ou état étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de cette province, de ce pays ou de cet état, représenteront la compagnie et recevront signification pour elle et en son nom, d'aucune procédure ou action ;

Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie sur les valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées ;

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable, avantageux et approprié à la réalisation de l'un ou de plusieurs des objets mentionnés aux présentes ou qui en aucun temps semblera indispensable pour protéger ou avantager la compagnie, soit comme détenteurs soit comme intéressés dans aucune propriété, ou autrement ;

Faire toutes les choses qu'autorisent les présentes ou aucune d'icelles soit seuls soit conjointement avec d'autres, comme agents ou représentants, sous le nom de "Mount Royal Traders, Incorporated", avec un fonds social total de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de juin 1921.

2377 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

**"Westmount Construction Company,
Limited".**

Avis est donné au public qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mai 1921, constituant en corporation : Francis-George Bush, gérant ; Michael-Joseph O'Brien, commis ; Marguerite-Laura Morin, sténographe, non mariée, de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Faire affaires comme propriétaires de carrières et marchands de pierre, manufacturer, acheter, vendre, trafiquer de, extraire, fouiller, former, fendre, tailler, polir, broyer, scier et préparer pour le marché, utiliser la pierre, la chaux, le ciment le sable, le minéral, les minéraux et matériaux de construction de toute sorte, acquérir, ouvrir et exploiter des carrières de pierre et de marbre ;

Faire affaires comme entrepreneurs et réparateurs de routes et pavages, fabricants et marchands de chaux, ciment, mortier, béton et matériaux de construction de toute sorte, aussi comme constructeurs et entrepreneurs pour faire des travaux et bâtisses de tous genres à la construction desquels la pierre est nécessaire ;

Acheter, assumer ou autrement acquérir de la Westmount Construction Company, de Montréal, Qué., manufacturiers, et d'autres, les diverses affaires et entreprises qu'ils conduisent actuellement, dans la cité de Montréal, avec tout l'actif, le fonds-de-commerce, la propriété foncière et personnelle qu'ils possèdent ou utilisent, ainsi que l'achalandage, tous les droits et contrats qu'ils détiennent maintenant, sujet aux obliga-

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and particularly any shares, debentures or other securities of other companies belonging to the company or which it has the right to dispose of ;

To see that the company be registered, licensed and recognized in any other province of Canada, or in any foreign country or state and to appoint herein persons according to the laws of such province, country or state to represent the company and accept notice of any proceedings or suits in the name of the company ;

To invest and deal with the funds, not immediately required, of the company in such securities and in such manner as may from time to time be deemed fit ;

To do any thing necessary, suitable, convenient or proper for attaining one or more of the purposes hereby enumerated or that at any time may become necessary for the protection or benefit of the company either as holder of any property or being interested therein or otherwise ;

To do all or any of the things hereby authorized either alone or jointly with others or as agents or representatives, under the name of "Mount Royal Traders, Incorporated", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of June, 1921.

3378 C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

**"Westmount Construction Company,
Limited".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of May, 1921, incorporating : Francis-George Bush, manager ; Michael-Joseph O'Brien clerk ; Marguerite-Laura Morin, stenographer, unmarried, all of the city and district of Montreal for the following purposes :

To carry on business as quarry masters and stone merchants, and to manufacture; buy, sell and deal in, get, work, shape, hew, carve, polish, crush, saw and prepare for market or use, stone, lime, cement, sand, ore, minerals, and building materials of all kinds, and acquire, open up and work stone and marble quarries ;

To carry on business as road and pavement makers and repairers, and manufacturers of and dealers in lime, cement, mortar, concrete, and building materials of all kinds, and as builders and contractors for the execution of works and buildings of all kinds in the construction of which stone is required ;

To purchase, take over, or otherwise acquire from Westmount Construction Company, of Montreal, Que, manufacturers and others the several, businesses and undertakings now carried on by them in the city of Montreal with all the assets, stock-in-trade, and real and personal property owned or used in connection therewith, and the goodwill thereof, and all the rights and contracts now held by them, subject to the obliga-

tions, s'il en est, qui les affectent ; et les payer en actions libérées de la présente compagnie ;

Exercer aucun autre commerce de fabrication ou autre que la compagnie jugera susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec son commerce propre, directement ou indirectement à accroître la valeur des biens ou droits de la corporation ou à les rendre profitables ;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie, exerçant se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires dans lesquels la compagnie est intéressée, qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, association ou compagnie, aussi les vendre, détenir, rémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier ;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou par aucunes autres fins qui paraîtront directement ou indirectement susceptibles de profiter à la compagnie ;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour le prix que la compagnie croira convenable ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, mandataires, entrepreneurs, ou en une autre qualité et soit seuls soit conjointement avec d'autres ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités ;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucune des provinces de la Puissance du Canada, et dans aucun pays étranger, désigner les personnes qui d'après les lois de cette province ou corrépondront la présente compagnie et recevront signification pour et au nom de la compagnie d'aucune procédure ou action, sous le nom de "Westmount Construction Company, Limited", avec un fonds social total de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en cent cinquante (150) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le capital de la compagnie sera formé et émis et cessible de la manière et aux conditions et restrictions qui sont prescrites par la loi ou par les règlements de la compagnie ; et sans égard à ce qui précède sujet à la condition et restriction suivante qui, cependant, peut être suspendue par les directeurs dans aucun cas particulier, à savoir :

Nulle vente ou transfert du capital de la compagnie et nulle inscription d'icelui ne peut s'effectuer, sans que l'actionnaire ou la personne désireuse de transférer des actions, ou qui exige transfert, ne donne d'abord avis écrit, de la manière et en la forme prescrite par le règlement de la compagnie (et appelé avis de transfert), qu'il se propose de vendre ou transférer, ou qu'il demande transmission par titre y mentionné, avec le nom et l'adresse du cessionnaire.

Sur cela la compagnie peut, dans les trente jours de la date de la production de cet avis chez le trésorier de la compagnie agissant par son con-

tions, if any affecting the same ; and to pay for the same in paid up shares of this company ;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or assets ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise acquire shares or securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects ;

To procure the company to be registered and recognized in any of the provinces of the Dominion of Canada and in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such provinces or country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit, under the name of "Westmount Construction Company, Limited", with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The stock of the company shall be created and issued, and shall be transferable in such a manner and subject to such conditions and restrictions as are prescribed by law, or by the by-laws of the company ; and without of the foregoing subject to the following condition and restriction which, however, may be waived by the Board of Directors in any particular instance viz :

No sale or transferable of the stock of the company and no entry thereof may be made unless the stock holder or person proposing to transfer any share or shares or requiring transmission thereon, shall first give notice in writing in the manner and form prescribed by by-law of the company (and to be called the Transfer Notice) that he proposes to sell or transfer certain shares therein mentioned, disclosing the consideration for the proposed sale or transfer, or that he claims transmission by title therein mentioned, and the name and address of the person to whom it is to be made.

The company may thereupon within thirty days from the date of fying of such notice with the treasurer of the company acting by its board

seil d'administration soit consentir à cette vente ou à ce transfert ou vendre lesdites actions, à leur valeur juste.

Cet avis de transfert ne sera pas revocable sans la sanction des directeurs.

La juste valeur sera la valeur déterminée par la compagnie et le cédant ou réclamant transmission ; et au cas de difficulté entre eux l'auditeur, à la demande écrite certifiée d'une partie, fixera le montant qui, selon lui, est la juste valeur, d'après les derniers bilan et rapport de l'auditeur ; et cette somme sera jugée être la juste valeur.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de mai 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
2379 C.-J. SIMARD.

"Beaver Building Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de mai 1921, constituant en corporation : Louis-Philippe Crépeau, avocat et Conseil du Roi ; Maurice Dugas, Segfried-Hinson-Read Bush, John-Parker Callaghan, avocats ; Jeanne Hainault, sténographe, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal :

Faire affaires comme compagnie de construction générale et entrepreneurs-général pour construire et ériger des travaux, bâtisses et structures d'ordre public et privé ; faire affaires comme agents d'immeubles, estimateurs, courtiers en valeurs foncières et constructeurs ; y compris l'entreprise d'enquêtes, évaluations, ventes, échanges, subdivisions et affaires similaires ;

Préparer le terrain pour fins de construction, aussi bâtir, améliorer, concéder à baux de construction, avancer de l'argent aux personnes qui construisent sur icelui et autrement le développer de la manière qui praitra avantageux aux intérêts de la compagnie ;

Développer et faire valoir aucun terrain acquis par la compagnie ou dans lequel elle est intéressée et spécialement ou l'appropriant et préparant pour fins de construction, en construisant, altérant, démolissant, décorant, entretenant, aménageant et améliorant les bâtisses et commodités, en le plantant d'arbres, pavant, drainant, fertilisant, cultivant, cédant à bail de construction ou convention, en avançant de l'argent, en faisant des contrats et arrangements de toutes sortes avec les constructeurs, locataires et autres ;

Passer des contrats avec aucune personne, firme, corporation, société, avec aucun corps public, aucune municipalité, aucun gouvernement, autre comté ou état pour faire, bâtir, construire et exploiter des travaux publics et privés et des entreprises de toute description et catégorie ; et généralement faire affaires comme entrepreneurs généraux de travaux publics et privés ;

Acquérir, faire et assumer des contrats de toute description, transférer, céder ou autrement disposer de ces contrats ou entreprises de la compagnie, en tout ou en partie ; aussi passer, exécuter, remplir et sous-louer des contrats d'ouvrage et de fourniture de matériaux en rapport avec cela ;

Acquérir, construire, fabriquer, bâtir, tenir et

of directors either assent to such sale or transferable or sell the said shares, or any number thereof, to any shareholder of the company, or persons selected, at their fair value. Such transfer notice shall not be revocable, except with the sanction of the directors.

The fair value shall be the value agreed upon by the company and the proposing transferer or person claiming transmission ; and in case any difference should arise between them, the auditor shall, on the application of either party certify in writing, from the last balance sheet and the last report of the auditor the sum which, in his opinion, is the fair value ; and such sum shall be deemed to be the fair value.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of May, 1921.

C.-J. SIMARD,
2380 Assistant Provincial Secretary.

"Beaver Building Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of May, 1921, incorporating : Louis-Philippe Crépeau, advocate and King's Counsel ; Maurice Dugas, Segfried-Hinson-Read Bush, John-Parker Callaghan, advocates ; Jeanne Hainault, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal :

To carry on business as a general construction company and as general contractors for the construction and erection of public and private works, buildings and structures ;

To carry on business as real estate agents and experts, valuers, realty brokers and builders ; and including the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges, subdivisions and the like ;

To lay out land for building purposes and to build on, improve, let on building leases, advance money to persons building on, and otherwise develop the same, in such manner as may seem expedient to advance the company's interests ;

To develop and turn to account any land acquired by the company or in which it is interested, and in particular by laying out and preparing the same for building purposes, construction of, altering, pulling down, decorating, maintaining, fitting up and improving buildings and conveniences, and by planting, paving, draining, farming, cultivating, letting on building lease or building agreement and by advancing money to and entering into contracts and arrangements of all kinds with builders, tenants and others ;

To contract with any person, firm, corporation, society, public body, municipality or government or with any other county or state for the making, building, construction and operation of all or any public or private works and undertakings of every description and kind ; and, generally, to carry on the business of general contractors of works both public and private ;

To acquire, enter into and take over contracts of every description, and to transfer, assign, or otherwise dispose of any contracts or undertaking of the company in whole or in part ; and to enter into, carry out, perform and subject contracts for doing work and supplying materials in connection therewith ;

To acquire, construct, manufacture, build,

exploiter tous fonds de commerce, les ateliers, machines, outillages et appareils nécessaires ou convenant à la bonne exécution d'aucune de ses entreprises ; et pour cela acquérir aussi des droits patentés, brevets d'invention, licences, procédés secrets et autres droits et privilèges ; aussi les utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement les faire valoir ;

De temps à autre solliciter, acheter, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, aussi exercer, exécuter et avoir la jouissance d'aucune charte, licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, franchise, concession, des droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, ou aucun autre corps constitué peut passer, faire ou accorder et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, affecter aucune des actions de la compagnie, des obligations et valeurs à en solder les frais, le coût et les dépenses nécessaires ;

Construire, maintenir et exploiter ou louer des bâtisses et structures convenant pour recevoir et remiser de la propriété personnelle de toute espèce et nature ; agir comme mandataires, consignataires et dépositaires, prendre en dépôt et garde toutes sortes de propriété personnelle, avec termes dont on conviendra ;

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, aussi souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie et les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer ;

Vendre, louer ou autrement disposer de la propriété et de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie ;

S'unir avec une ou plusieurs autres compagnies dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux mentionnés aux présentes, y prendre des actions pour garantir l'exécution des contrats par aucune personne ou compagnie ayant d'autres relations avec la compagnie ;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise, de la compagnie pour le prix que la corporation croira convenable y compris des actions, débetures ou d'autres valeurs d'aucune autre compagnie ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures, d'autres titres, ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation, ou par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie se trouvera en relations d'affaires ;

Emettre et repartir, comme entièrement acquittées, des actions de la compagnie constituée par les présentes en paiement intégral ou partiel d'affaires, franchises, entreprises, biens, droits, pouvoirs, privilèges, baux, licences, contrats, biens-fonds, parts, obligations, débetures ou autres biens ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs que confèrent les présentes ;

maintain and operate all stock in trade, plant, machinery, equipment and appliances necessary or convenient for the proper carrying on of any of its undertakings ; and for this purpose to also acquire patent rights, patents of invention, licenses, secret processes and other rights and privileges ; and to use, exercise, develop and grant licenses in respect thereof or otherwise to turn the same to account ;

From time to time to apply for, purchase and acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any order, license, power, authority, franchise, concessions, rights or privileges which any government or authority, supreme, municipal, local or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant, and to appropriate any of the company's bonds, stock, assets, to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof ;

To construct, maintain and operate or to lease buildings and structures suitable for the reception and storage of personal property of every nature and kind ; to act as agents, consignees and bailees thereof, and to take all kinds of personal property of every nature and kind for deposit and safe keeping upon all such terms as may be agreed upon ;

To enter, into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on any business or transaction which the company is authorized to engage in or carry on and take or otherwise acquire, shares and securities of any such company and to sell, hold, or re-issue with or without guarantee, or otherwise deal in the same ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company ;

To amalgamate with any other company or companies, having objects altogether or in part similar to those herein enumerated, and to take shares therein to guarantee the performance of contracts, by any person or company having other dealings with this company ; to sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company for such consideration as the company may see fit, including shares, debentures or securities of any other company ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loans, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations ;

To issue and allot as fully paid-up shares of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contracts, real estate, stock, bonds, and debentures and other property or right which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en espèces ou nature aucune propriété de la compagnie, et particulièrement des actions, débetures ou valeurs dans aucune autre compagnie appartenant à la compagnie ou dont la compagnie peut disposer ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents ou procureurs ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités ; sous le nom de "Beaver Building Company, Limited", avec un fonds social total de un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en dix mille (10,000) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de mai 1921.

Le sous-secrétaire de la province.

2381

C.-J. SIMARD.

" International Brewery, Limited "

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treizième jour de juin 1921, constituant en corporation : Auguste-Alban Dionne, gérant de banque, de Joliette ; George Bernard, gérant, de Fortierville ; Julien Beaudet, mécanicien, de Trois-Rivières ; J.-B.-Lucien Moraud, avocat, de Québec, dans les buts suivants :

Faire affaires comme brasseurs, malteurs, embouteilleurs, distributeurs de bière, "ales" "porter", vins ou autres articles semblables, y compris des eaux gazeuses et minérales, et autres brevages en autant que permis par la loi présentement en force ou à devenir en force dans l'avenir concernant la fabrication et le commerce de telle matière, et à ces fins, acheter, vendre, et en général trafiquer en toute chose se rapportant directement ou indirectement à ce genre d'affaires, y compris barils, tonneaux, bouteilles, boîtes, bouchons, et autres articles s'y rattachant ;

Faire tout autre commerce, soit comme manufacturiers ou autrement, que la compagnie jugera utile directement ou indirectement pour les fins de cette entreprise, ou de nature à promouvoir ses intérêts, et augmenter la valeur de ses propriétés ou ses droits ;

Acquérir ou entreprendre en tout ou en partie les affaires, les propriétés ou les engagements de toutes personnes ou compagnies faisant un commerce que la présente compagnie est autorisée à faire ou possédant des propriétés propres aux fins de la présente entreprise ;

Eriger, construire, acheter, louer, autrement acquérir des brasseries ou autres constructions, installations, machineries et autres propriétés meubles ou immeubles pour les fins de la compagnie ;

Faire application pour acheter ou autrement acquérir des patentes, licences, concessions et autres droits conférant les droits exclusifs ou non à tout procédé secret ou information concernant toute invention qui peut paraître de nature à promouvoir les intérêts de la compagnie et ainsi exercer, développer elle-même ou de céder des droits en rapport avec ceux ou autrement en user à l'avantage de ladite compagnie ;

Prendre ou autrement acquérir et tenir des actions dans quelque autre compagnie ayant des

To distribute among the shareholders of the company in specie or kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in any other company belonging to the company or which the company may have power to dispose of ;

To do all or any of the above things as principals, agents or attorneys ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects under the name of "Beaver Building Company, Limited, with a total capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into ten thousand, (10,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of May, 1921.

C.-J. SIMARD,

2382

Assistant Provincial Secretary.

" International Brewery, Limited "

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1921, incorporating : Auguste-Alban Dionne, bank manager, of Joliette ; Georges Bernard, manager, of Fortierville ; Julien Beaudet, machinist, of Three Rivers ; J.-B.-Lucien Moraud, advocate, of Quebec, for the following purposes :

To carry on the business of brewers, malters, bottlers, distributors of beer, ales, porters, wines or other similar articles, including aerated and mineral waters and other beverages in so far as permitted by the law presently in force or to come into force in the future respecting the manufacture and dealing in such goods and to that end to buy, sell and generally trade in all things directly or indirectly connected therewith, including barrels, casks, bottles, boxes, corks and other articles incidental thereto ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise which may appear to the company directly or indirectly useful for the purposes of its undertakings or calculated to promote its interests and enhance the value of its property or rights ;

To acquire or undertake in whole or in part the business, property or liabilities of any persons or companies carrying on a business which the present company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the present company ;

To erect, construct, buy, lease or otherwise acquire breweries or other constructions, installations, machinery or other moveables or immoveables for the company's purposes ;

To apply for purchase or otherwise acquire patents, licenses, concessions and other rights conferring exclusive or non-exclusive rights to any secret process or information as to any invention which may seem calculated to promote the company's interests and also exercise, develop or assign the rights connected therewith or otherwise utilize the same for the advantage of the said company ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having purposes similar

fin en tout ou en partie semblables à celles de la présente compagnie ou faisant un commerce jugé de nature à faire bénéficier ladite compagnie directement ou indirectement ;

Acheter, louer, échanger, ou autrement acquérir tout immeuble ou meuble ainsi que tous droits et privilèges que la compagnie peut croire avantageux pour ses fins ;

Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie, émettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables ; hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la compagnie pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs, ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins ; et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage par acte de fidéicommiss, conformément à la loi ou de toute autre manière ;

Hypothéquer ou nantir les immeubles ou donner en gage ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la compagnie ou donner ces diverses espèces de garanties pour rassurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie ;

Faire, accepter, endosser, exécuter tous billets promissaires, traites, lettres de changes, lettres de voitures, mandats ou autres effets négociables ou transférables ;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour toute considération estimée convenable par la compagnie et en particulier pour les parts, actions, débetures ou sécurités d'aucune autre compagnie ayant un objet en tout ou en partie semblable à celui de la présente compagnie ;

Prendre les mesures pour faire enrégistrer et reconnaître la compagnie dans les provinces ou pays étrangers et désigner des personnes en ces lieux suivant les lois d'iceux, pour représenter la compagnie ;

Prélever, aider à prélever des fonds au moyen de bonus, prêt, promesse, endossement, garantie de débetures, débetures ou autres sécurités ou autrement pour toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie peut être en relation d'affaires, et garantir le remplissement de ses obligations par toute telle compagnie, corporation ou autre personne ;

Subject aux dispositions de la loi actuellement en force ou de toute autre loi future, et dans les limites permises par ces lois, exporter des produits en dehors de la province ou du pays, vendre dans la province ses produits à ceux à qui elle peut avoir droit d'en vendre en vertu desdites lois, et avoir des agences et points de distribution pour lesdits produits, avoir dans cette province tous les pouvoirs en vertu de la loi actuellement régissant ou de toute autre loi devant régir à l'avenir des matières qui sont l'objet de son entreprise ;

Généralement faire, exécuter tous actes, contrats, conventions, acquérir, disposer de tous meubles ou immeubles, et en général faire toute chose que la compagnie peut croire nécessaire ou utile pour son avancement, enfin posséder et exécuter tous les pouvoirs accordés en vertu de la loi des compagnies de Québec ainsi que la loi régissant actuellement ou de toute autre loi devant régir à l'avenir le commerce de la bière ou autre liqueur, en cette province, sous le nom de "International Brewery, Limited", avec un capital total de deux cent mille piastres

in whole or in part to those of the present company or carrying on a business calculated directly or indirectly to benefit the said company ;

To buy, lease, exchange or otherwise acquire any immoveable or moveable and all rights and privileges which may seem to the company to be advantageous for its purposes ;

Borrow money upon the credit of the company issue debentures of other securities of the company and pledge or sell the same for such and at such prices as may be deemed expedient ;

To hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property present or future of the company to secure any such debentures or other securities or give part only of such guarantee for such purpose, and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in the subparagraph by trust deed, in accordance with law or in any other manner ;

To hypothecate or mortgage the immoveable property of the company, or pledge or otherwise affect the moveable property or give all such guarantee to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company ;

To draw, accept, endorse, execute and issue promissory notes, drafts ; bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments ;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company of any part thereof, for such considerations as the company may think fit, and in particular for shares, stock, debentures or securities of any other companies having objects in whole or in part, similar to those of the company ;

To procure the company to be registered and recognized in other provinces or foreign countries and to designate therein according to the laws of such province or countries persons to represent the company ;

To raise or assist in raising monies by way of bonus, loan, promise, endossement, warranty of debentures or other securities or otherwise for any other company or corporation with which the company may have business dealings and to guarantee the fulfillment of its obligations by any such company, corporation or other person ;

Subject to the provisions of the law presently in force or of any other future law and within the bounds permitted by such laws, to export its products outside the province or country, sell its products within the province to those to whom it may sell under such laws and to have distributing agencies and points for the said products, to have in the Province all the powers under the law presently governing or of any other law which may in the future govern such matters as are the objects of its undertaking ;

Generally to do, execute all acts, contracts, agreements, acquire and dispose of any moveables or immoveables and generally do all things which the company may think necessary or useful for its finally enjoy and execute all the powers granted under the Quebec Companies' Act and the law presently governing or any other law which may in the future govern the sale of beer and other liquor in this Province, under the name of "International Brewery, Limited", with a total capital stock of two hundred thousand dollars (\$200,000.00), divided

(\$200,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de juin 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
2425 C.-J. SIMARD.

"La Compagnie Gaspé Côtier".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huitième jour de juin 1921, constituant en corporation : J.-Frédélien Piché, Octave Fiset, comptables ; Mademoiselle Alice Lebel, fille majeure et sténographe, tous trois de la cité de Québec, dans le district de Québec, dans les buts suivants :

Construire, acheter, vendre, équiper, opérer et détenir comme propriétaires des bateaux à vapeur, à voile, à gazoline, à l'électricité, ou mus de quelque manière que ce soit, et de toute nature, ainsi que toutes propriétés et tous objets mobiliers connexes à ou nécessaires aux fins de la compagnie ;

Construire, acheter, vendre, entretenir, améliorer et exploiter des quais, jetées, entrepôts, hangars, bureaux et autres bâtisses du même genre ;

Faire le commerce de cabotage en général et faire tous contrats pour le transport par navires, de passagers et de marchandises ;

Affréter ou louer des navires pour les fins de la compagnie ;

Faire tous contrats avec d'autres compagnies de navigation, de cabotage ou de chemin de fer ou toutes autres personnes ou compagnies pour le transport des passagers et des marchandises ;

Faire des arrangements avec les autorités compétentes pour le transport des malles ;

Acquérir, louer, exploiter, détenir, vendre ou autrement aliéner toutes limites à bois, mines, carrières, moulins, manufactures, entrepôts frigorifiques, magasins, fabriques, et faire tous les contrats nécessaires pour mener ces opérations à bonne fin ;

Acheter des actions du capital-actions de d'autres compagnies et les détenir ou les revendre aux prix jugés convenables ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir ou autrement, ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, la clientèle, la propriété et les engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie ;

Demander, acheter, ou acquérir autrement des brevets, marques de commerce, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusifs ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention quelconque qui pourrait être utilisée pour les fins de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement, les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière ;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée ou sur le point

into two thousand (2,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Three Rivers, in the district of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of June, 1921.

2426 C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie Gaspé Côtier".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1921, incorporating : J. Frédéricien Piché, Octave Fiset, accountants, Miss Alice Lebel, spinster and stenographer, all three of the city of Quebec, in the district of Quebec, for the following purposes :

To construct, purchase, sell, equip, operate and hold as proprietors vessels propelled by steam, sail, gasoline, electricity or any manner whatever, and of every nature and description and any property and moveable objects germane to or necessary for the purposes of the company ;

To construct, purchase, sell, maintain, improve and exploit wharves, piers, warehouses, sheds, offices and other buildings of the same kind ;

To carry on the coasting trade generally and enter into any contracts for the transportation by boats of passengers and merchandise ;

To charter or lease vessels for the purposes of the company ;

To make any contracts with other navigation, coasting or railway companies or any other persons or companies for the transportation of passengers and merchandise ;

To make arrangements with the competent authorities for carrying the mails ;

To acquire, lease, exploit, hold, sell or otherwise alienate any timber limits, mines, quarries, mills, factories, cold storage warehouses, stores, manufactories, and make any contracts necessary to successfully carry out such operations ;

To sell shares of the capital stock of other companies and hold or resell same at the prices deemed expedient ;

To purchase, take on hire or in exchange, lease or otherwise acquire or take over the whole or any part whatever of the business, goodwill, property and liabilities of any person or company carrying on any business that the present company is authorized to carry on or holding property suitable for the purposes of the present company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire patents, trade marks, licenses, concessions and things of a like nature conferring any exclusive, non exclusive or limited right to make use of any secret or other information respecting any invention whatever that may be utilised for the purposes of the company or the acquisition of which may be of a nature to directly or indirectly benefit the present company, and utilise, exercise, develop or permit the use of or otherwise turn to account the property, rights or information acquired in such manner ;

To enter into partnership or any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in any business or transaction ca-

d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne ou compagnie, et prendre et acquérir autrement les actions et valeurs de toute compagnie semblable, et les vendre, les détenir, les rémettre avec ou sans garantie ou en disposer autrement ;

Emettre des actions acquittées, des obligations, débetures et autres valeurs de la compagnie en paiement complet ou partiel de biens mobiliers ou immobiliers, droits, actions, privilèges, marques de commerce ou brevets d'invention que la présente compagnie pourra acquérir à titre quelconque ou pour les fins de l'industries que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou pour l'un ou plusieurs de ses objets ;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour atteindre les objets de la compagnie ou l'un desdits objets, et obtenir de ces autorités tous les droits, privilèges ou concessions que la compagnie jugera avantageux, et exécuter, exercer et se conformer à ces dites conventions, droits, privilèges et concessions ;

Prêter des fonds aux clients ou autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes ;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettre de changes, connaissements, mandats, et autres objets négociables ou transférables ;

Vendre ou céder les entreprises de la compagnie, ou une partie quelconque, desdites entreprises pour le prix que la compagnie jugera avantageux et en particulier, pour les actions, les débetures ou les valeurs de toute autre compagnie association ou société ;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger, et y désigner des personnes conformément aux lois de ce dit pays étranger pour représenter la présente compagnie, et accepter la signification de pièces pour et au nom de la compagnie dans tous procès ou poursuite ;

Employer et rémunérer des courtiers, agents à commission et souscripteurs lors de toute émission d'actions, d'obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la présente compagnie ;

Distribuer en espèces ou en nature de temps à autre entre les actionnaires de la compagnie, par voie de dividendes ou de bonis, ou de toute autre manière jugée avantageuse, les biens, les droits ou l'actif quelconque de la compagnie ;

Placer les fonds disponibles de la compagnie de la manière qui sera décidée de temps à autre ;

Faire toutes et chacune des choses ci-dessus en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs et soit seuls ou conjointement avec d'autres ;

En général exercer toute autre industrie organisée ou non que la compagnie pourra exercer convenablement ou avec profit, en même temps que l'industrie ci-dessus, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables, et faire tout ce qui sera nécessaire, convenable ou à propos pour accomplir les fins ou pour atteindre l'un ou plusieurs des objets ci-dessus énumérés ou se rattachant aux pouvoirs mentionnés dans la présente charte ou qui sembleront avantageux de temps à autre ou à propos pour la protection ou le bénéfice de la présente compagnie, sous le nom de "La Compagnie Gaspé Côtier

able of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ; to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such person or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To issue paid up shares, bonds, debentures and other securities of the company in full or part payment for any moveable or immoveable property, rights, shares, privileges, trade marks or patents of invention that the present company may acquire under any title whatever or for the purposes of the business that the present company has the authorization to carry on or for one or more of its objects ;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of same, and obtain from such authorities any rights, privileges and concessions which the company may think desirable, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To loan funds to clients or others in business relations with the company and guarantee the carrying out of contracts by such said persons ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To sell or assign the undertakings of the company or any part of the said undertakings for the price that the company may deem expedient and in particular for shares, debentures or securities of any other company firm or association ;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the law of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit ;

To employ and remunerate brokers, commission agents and subscribers at the time of any issue of shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of the present company ;

To distribute in specie or in kind from time to time among the shareholders of the company by way of dividend or bonus, or in any other manner deemed fit, the property, rights or assets whatever of the company ;

To invest the funds of the company not immediately required in the manner that may be decided from time to time ;

To do all or any of the hereinabove things as principals, agents, contractors and either alone or jointly with others ;

Generally to exercise any other organised or unorganised business that the company may exercise suitably or with profit at the same time as the hereinabove business or of a nature to directly or indirectly increase the value of the property or rights of the company or render them profitable, and do anything necessary, suitable or proper to accomplish the purposes or attain one or more of the objects hereinabove enumerated or relating to the powers mentioned in the present charter or that may seem advantageous from time to time or conducive to the protection or benefit of the present company, under the name of "La Compagnie Gaspé Côtier", with a

tier", avec un capital de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Ce capital est divisé en cinq cent cinquante (550) actions communes de la valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune et en 440 actions privilégiées également de (\$100.00) chacune ;

Les privilèges attachés à ces actions sont les suivants :

Les détenteurs d'actions privilégiées auront droit, à même les surplus de la compagnie, à un dividende privilégié de 5% sur le montant versé sur leurs actions avant qu'aucun dividende ne soit payé aux détenteurs d'actions communes. Après paiement aux détenteurs d'actions communes d'un dividende de 5% sur le montant versé sur leurs actions, les détenteurs d'actions privilégiées partageront également avec les détenteurs d'actions communes dans le montant des surplus attribués au paiement de dividendes et ce, au prorata de leurs actions et du montant payé sur icelles. Rien ne devra empêcher les directeurs d'affecter à la réserve la partie des surplus qu'ils jugeront à propos avant de déclarer un dividende ;

A tous autres égards et particulièrement dans le cas de liquidation volontaire ou forcée, les détenteurs d'actions privilégiées seront sur le même pied que les détenteurs d'actions communes et de parfaite égalité avec eux.

Cependant les actions privilégiées seront rachetables par la compagnie au prix de (\$105.00) par action ou au prix d'un montant proportionnel au montant versé sur chaque action, et ce, au temps et de la manière suivante :

En tout temps, les directeurs peuvent déclarer que tout ou partie du capital privilégié pourra être racheté à même les surplus de la compagnie et alors la date de tel rachat sera la date de la prochaine assemblée générale annuelle. Si une partie seulement du capital privilégié doit être rachetée, cette partie sera déterminée en tirant au sort de la manière décidée par les directeurs. Les détenteurs des actions privilégiées qui devront être rachetées auront droit à un avis écrit, enregistré, envoyé à leur adresse, tel qu'indiqué dans les livres de la compagnie, et mailé quinze jours avant la date de la prochaine assemblée générale annuelle. Les détenteurs de telles actions devront alors, soit à la date de cette assemblée ou dans les quinze jours qui suivent, remettre leurs certificats d'actions aux bureaux de la compagnie, à Québec, aux officiers de la compagnie sur paiement là et alors par ces derniers du prix de rachat. A défaut par ces détenteurs, de remettre ainsi leurs certificats d'actions, et à compter de la date de ladite assemblée générale annuelle, ces détenteurs n'auront plus aucun droit dans la compagnie, sauf celui d'obtenir la remise du prix de rachat de leurs actions, sans intérêt.

Le siège social de la compagnie, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de juin 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
2391 C.-J. SIMARD.

capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The said capital is divided into five hundred and fifty (550) common shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each and into 440 preferred shares also of \$100.00 each ;

The privileges attached to such shares are the following :

The holders of preferred shares shall be entitled, out of the surplus of the company, to a preferred dividend of 5% on the amount paid in on their shares, before any dividend be paid to the holders of common shares. Upon payment to the holders of common shares of a dividend of 5% on the amount paid in on their shares, the holders of preferred shares shall equally share with the holders of common shares in the amount of the surplus assigned to the payment of dividends and such, prorata of their shares and of the amount paid in on same. Nothing shall hinder the directors from appropriating to the reserve the part of the surplus they may deem fit before declaring a dividend ;

In all other respects and particularly in the event of voluntary or forced liquidation the holders of preferred shares shall be on the same footing as the holders of common shares and on complete equality with them ;

However the preferred shares shall be redeemable by the company at the price of (\$105.00) per share or at the price of an amount proportionate to the amount paid in on each share, and such at the time and in the following manner ;

At any time the directors may declare that the whole or part of the preferred stock may be redeemable out of the surplus of the company and then the date of such redemption shall be the date of the next annual general meeting. If a part only of the preferred stock is to be redeemed such part shall be determined by the drawing of lots in the manner decided by the directors. The holders of the preferred shares that are to be redeemed shall be entitled to a registered written notice sent to their address as shown in the books of the company and mailed fifteen days before the date of the next annual general meeting. The holders of such shares shall then, either on the date of such meeting or in the fifteen days following deliver their share certificates at the offices of the company in Quebec to the officers of the company upon payment then and there by the latter of the redemption price. In default of the said holders thus delivering their share certificates, and from the date of the said annual general meeting the said holders shall no longer have any right in the company except that of obtaining the return of the purchase price of their shares, without interest.

The head office of the company, will be in Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of June, 1921.

C.-J. SIMARD,
2392 Assistant Provincial Secretary.

"Frontenac Transport Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuvième jour de juin 1921, constituant en corporation : Emile-Réné Dansereau, gérant de la

"Frontenac Transport Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies Act 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the ninth day of June, 1921 incorporating : Emile-Réné Dansereau, manager of the town of Montreal-North,

ville de Montréal-Nord, district de Montréal ; Auguste Angers, avocat, Léon-Joseph Mouton, comptable, ces deux derniers des cité et district de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce de voituriers public et entrepreneur de transport sous toutes ses formes, pour le transport des effets et marchandises de toute nature entre les différents endroits de cette province ;

Faire le commerce de messageries et d'express sous toutes ses formes ;

Faire le commerce de propriétaire ou gardien de quai, d'entrepôt et d'entrepôts frigorifiques, avec pouvoir de construire, ériger, acquérir, opérer, maintenir et aliéner des entrepôts et autres bâtiments pour les fins de commerce, émettre des reçus d'entrepôts, négociables ou non, couvrant toutes sortes de biens, effets et marchandises et prêter de l'argent sur la garantie de tels biens, effets et marchandises en considération du gage ou nantissement de reçu d'entrepôt couvrant tels biens, effets et marchandises ;

Acheter ou autrement acquérir, posséder, maintenir, vendre ou autrement aliéner des chevaux, camions, véhicules-moteurs, motocyclettes, locomotives, avions et autres véhicules de toute espèce ;

Acquérir, louer, posséder et exploiter les meubles et immeubles nécessaires à son commerce, faire avec les compagnies de chemin de fer, les compagnies de navigation et les corporations ou particuliers exerçant le même commerce, des contrats pour le transport de tous biens, effets et marchandises que la compagnie est autorisée à transporter ;

Acheter, louer ou autrement acquérir, l'actif et l'achalandage de toute personne ou compagnie faisant le même commerce ou un commerce similaire ;

Souscrire des parts et posséder des intérêts dans des compagnies de même nature ;

Vendre, louer, transporter le commerce et les entreprises de la compagnie ou autrement en disposer en tout ou en partie à aucune personne, société, association ou corporation et accepter en paiement des espèces ou des parts, débetures, bons, garanties et autres obligations de toutes compagnies ou corporations ;

Donner le droit à la compagnie d'obtenir dans toute autre province de la Puissance du Canada toute licence ou permis et être enregistré ou reconnue de façon à pouvoir faire affaires et exercer son commerce dans toute autre telle province, suivant la loi de cette dite province ;

Émettre et distribuer comme pleinement ou partiellement acquittée, le capital de la compagnie ses parts ou actions, bons ou débetures, à aucune personne, société ou corporations, en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés mobilières ou immobilières ou autres droits acquis par la compagnie, et payer ou rémunérer soit en espèces ou, avec l'approbation des actionnaires, en actions, bons ou débetures de la compagnie, comme susdit, toutes personnes, sociétés ou corporations pour services rendus ou à être rendus à ou pour la compagnie, ou en paiement total ou partiel de créances dues par ladite compagnie en rapport avec son incorporation, sa promotion et son organisation ou pour la conduite de ses affaires et l'exploitation de son entreprise ;

Distribuer en espèce ou autrement, aucunes valeurs de la compagnie à ses membres, et spécialement aucunes actions, débetures ou autres valeurs reçues comme prix de la vente ou aliéna-

district of Montreal, Auguste Angers, advocate, Léon-Joseph Mouton, accountant the two latter of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of public carriers and conveyors under all its forms for the transportation of goods and merchandise of every nature between the different places in this Province ;

To carry on the forwarding and express business under all its forms ;

To carry on the business of wharfers warehousemen and cold storage operators with power to construct erect acquire operate, maintain and alienate warehouses and other buildings for the purposes of its business issue warehouse receipts, negotiable or otherwise, covering all kinds of goods wares and merchandise, and loan money upon the security of such goods, wares and merchandise in consideration of the pledge or security of the warehouse receipt covering such goods, wares and merchandise ;

To purchase or otherwise acquire, hold, maintain, sell or otherwise alienate horses, motor trucks, motor vehicles, motorcycles, locomotives, aeroplanes and other vehicles of any kind ;

To acquire, lease, hold and exploit the moveables and immovables necessary for its business, make with the railway companies, navigation companies and the corporation or individuals carrying on the same business, contracts for the transportation of any goods, wares and merchandise that the company is authorised to carry ;

To purchase, lease or otherwise acquire the assets and goodwill of any person or company carrying on the same or any similar business ;

To subscribe for the shares of and hold interests in companies of a like nature ;

To sell, lease, transfer the business and undertakings of the company or otherwise dispose thereof in whole or in part to any person, firm, association or corporation and accept in payment specie or shares, debentures, bonds, securities and other obligations of any companies or corporations ;

To give the right to the company to obtain in any other province of the Dominion of Canada any license or permit and be registered or recognised in a manner to be able to do business and carry on trade in any other such province, in accordance with the law of such said province ;

To issue and distribute as fully or partially paid up the capital of the company, its stock or shares, bonds or debentures to any person, firm or corporation in full or part payment for any moveable or immovable property or other rights acquired by the company, and pay or remunerate either in specie or with the approbation of the shareholders, with shares, bonds or debentures of the company, as aforesaid, any persons, firms or corporations for services rendered or to be rendered to or for the company, or in full or part payment for claims due by the said company in connection with its incorporation, promotion and organization or for the management of its business and exploitation of its undertaking ;

To distribute in specie or otherwise any securities of the company among its members, and particularly any shares, debentures or other securities received as price of the sale or aliena-

tion de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie ou les actions, obligation, débiteures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie constitués pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la présente compagnie ;

Se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont, en tout ou en partie, semblables à ceux de la compagnie ;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, et faire toutes les choses précités ou aucune d'elles comme principaux, courtiers, agents, entrepreneurs ou autrement, soit seul soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Frontenac Transport Company, Limited", avec un capital total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de juin 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

2423

C.-J. SIMARD.

tion of the whole or any part of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company incorporated to assume the whole or any part of the assets or liabilities of the present company ;

To consolidate or amalgamate with any other company whose objects are in whole or in part similar to those of the company ;

To do anything relating to or appropriate for the realization of the aforesaid objects and do all or any of the aforesaid things as principals, brokers, agents, contractors or otherwise, either alone or jointly with others, under the name of "Frontenac Transport Company, Limited", with a capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of June, 1921.

C.-J. SIMARD.

2424

Assistant Provincial Secretary.

" The National Cartage Company, Limited " .

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quinzième jour de juin 1921, constituant en corporation : Pierre-Amable Badeaux, avocat, Erskine-Brock-Quirin Buchanan, étudiant-en-droit ; Miss Elisabeth-Florence Hallam, Miss Geraldine-Elisabeth McGarigle, sténographes, et Miss Mary-Edythe Parker, comptable, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes :

Faire affaires comme voituriers généraux, entrepreneurs de transport, charretiers, haquetiers, agents de transport et de messageries et expéditeurs, de toutes manières, aussi assembler, recevoir, transférer, véhiculer et expédier des effets, denrées, marchandises, produits et tous articles de commerce, des bagages, malles et autres effets, faire affaires comme entreposeurs, propriétaires d'entrepôts y compris les congélateurs et propriétaires de quais, exercer aussi aucun autre commerce que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables ;

Acquérir, posséder, utiliser, prendre à bail, louer, exploiter ou disposer de chevaux, charrettes, wagons, camions, haquets, voitures, moteurs, automobiles, engins-tracteurs, véhicules et appareils d'aucune nature et description, qui pourront être nécessaires ou connexes à l'exercice du commerce de la compagnie, aussi acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété personnelle, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux fins de son commerce, et particulièrement du matériel roulant, un atelier, des machines et un fonds de commerce ;

Acquérir, manufacturer, importer, exporter, échanger, louer, réparer, vendre, de toute manière quelconque, aucune espèce de véhicules, et particulièrement aucune sorte d'automobiles, moteurs et machines, aussi aucune de leurs parties et accessoires, d'aucune catégorie et description quelconque ;

Acquérir, construire, posséder, utiliser, louer,

" The National Cartage Company, Limited " .

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1921, incorporating : Pierre-Amable Badeaux, advocate ; Erskine-Brock-Quirin Buchanan, student at law ; Miss Elizabeth-Florence Hallam, Miss Geraldine-Elizabeth McGarigle, stenographers, and Miss Mary-Edythe Parker, book-keeper, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of general carriers, cartage, contractors, carters, draymen, transfer and express agents and forwarders in all its branches, and to collect, receive, transfer, convey and forward goods, wares, merchandise, produce and all articles of commerce, baggage, luggage and other effects, and to carry on the business of warehousemen, storage warehousemen including cold storage, and wharfingers, and any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire, own, use, hire, lease, operate, or dispose of, horses, carts, waggons, trucks, drays, carriages, motors, automobiles, traction engines, vehicles and appliances of any kind and description, as may be requisite or incidental to the carrying on of the company's business, and to purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any rolling stock, plant, machinery and stock in trade ;

To acquire, manufacture, import, export, exchange, lease, repair, sell, under any form whatever, any kind of vehicles and in particular any kind of automobiles, motors and machines, and also any of their parts and accessories of any kind and description whatever ;

To acquire, construct, own, use, lease, operate

exploiter et disposer de bâtiments, écuries, entrepôts, remises, garages, machines, machineries, ateliers de réparations, ainsi que toutes autres bâtisses, structures et des enclos de toute sorte servant en rapport avec le commerce de la compagnie ;

Acheter, louer ou autrement acquérir et assumer la totalité ou aucune partie de l'actif, du commerce, de la propriété, des privilèges, contrats, droits, obligations et dettes d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ou aucun commerce semblable à icelui, ou en possession de biens convenant aux objets d'icelle, ou que la compagnie peut, en vertu des présentes, acheter, louer, ou autrement acquérir, les payer en actions, obligations, débetures ou valeurs de la compagnie ;

Acheter, solliciter, ou autrement acquérir des patentes ou droits brevetés, licences, améliorations et procédés enregistrés, marques et noms de commerce et plans relatifs d'aucune façon au commerce de la compagnie, ou utiles à icelle, vendre ou autrement faire valoir ces brevets, droits patentés, licences, marques et noms de commerce et plans ;

Vendre, louer, améliorer, administrer, développer, échanger, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et valeurs de la compagnie moyennant le prix que la compagnie croira convenable, y compris des actions, débetures ou obligations d'aucune autre compagnie ;

Emettre, remettre et repartir comme capital libéré, des actions du capital de la compagnie en paiement d'aucune affaire, franchise, entreprise, propriété, des droits, privilèges, baux, hypothèques, licences, brevets, contrats, biens-fonds, capitaux, valeurs et autres biens ou droits que la compagnie peut légalement acquérir, en vertu des présentes ;

Faire société ou aucune convention, aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque, ou autre avec aucune personne, compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires, qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir, les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie ;

Souscrire, acheter ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, aussi les vendre, détenir ou autrement en disposer ;

Employer ses deniers à acheter du capital dans aucune autre compagnie ;

S'unir à aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente corporation ;

Prélever et aider, en prélevant de l'argent, par boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures, d'autres valeurs ou autrement, aucune corporation dans le capital de laquelle la compagnie possède des actions, ou avec laquelle elle a des relations d'affaires ; agir comme employé, agent ou gérant d'aucune telle corporation, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle corporation, par une ou plusieurs personnes avec lesquelles la compagnie peut se trouver en relations d'affaires ;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et commerce se rattachant à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "The National Cartage Company, Limited", avec un fonds

and dispose of buildings, stables, warehouses, storage houses, garages, machines, machinery, machine shops, and all other buildings, structures and enclosures of every kind, used in connection with the business of the company ;

To purchase, lease, or otherwise acquire and undertake all or any part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or any business similar thereto, or possessed of property suitable for the purposes thereof, or which the company may be hereby empowered to purchase, lease, or otherwise acquire, and to pay for the same in shares, bonds, debentures or securities of the company ;

To purchase, apply for, or otherwise acquire any patents or patent rights, licenses, improvements and processes under registration, trade marks, trade names and designs in any way connected with the business of the company, or useful thereto, and to sell or otherwise turn to account any such patents, patent rights, licenses, trade marks, trade names and designs ;

To sell, lease, improve, manage, develop, exchange, turn to account or otherwise dispose of any or all of the properties and assets of the company for such consideration as the company may deem fit, including shares, debentures or securities of any other company ;

To issue, hand over, and allot as paid up stock, shares of the capital stock of the company in payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, mortgages, licences, patents, contracts, real estate, stock securities and other property or rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof ;

To enter into any partnership or into any arrangement for sharing of profits or union of interests, co-operation, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on, or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or germane thereto, and to make advances, to guarantee the contracts of, or otherwise to assist any such person or company and to take, purchase or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or otherwise deal with the same ;

To use any of its funds in the purchase of stock in any other company or corporation ;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any corporation in the capital stock of which the company holds shares, or with which it may have business relations ; to act as employee, agent or manager of any such corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such corporation or by any person or persons with whom the company may have business relations ;

To do all acts and exercise all powers and carry on all business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated, under the name of "The National Cartage Company Limited", with a total capital stock of

social de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2,500) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de juin 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
2389 C.-J. SIMARD.

two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into twenty five hundred (2500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of June, 1921.

C.-J. SIMARD,
2390 Assistant Provincial Secretary.

Département des Terres et Forêts

Avis est par les présentes donné que, le mercredi, 3 août 1921, à 10.30 heures a.m., sera affermé à l'enchère, dans la salle de vente du département des terres et forêts, à Québec, le territoire forestier, d'une superficie de 80 milles carrés, situé au nord des terrains concédés, dans le comté de Montmorency, à la compagnie dite Donnacona Paper, et borné à l'est par la rivière Chicoutimi, au nord et à l'ouest par les concessions forestières de la compagnie dite Price Brothers.

Le sous-ministre,
2315-25-6 ELZ. MIVILLE-DECHENE.

Department of Lands and Forests

Notice is hereby given that on Wednesday, the 3rd day of August, 1921, at 10.30 o'clock A.M., there will be offered at auction, in the sales room of the Department of Lands and Forest, at Quebec, the timber lands of 80 square miles in area, granted, in the county of Montmorency, to the Donnacona Paper Company, and bounded on the east by the Chicoutimi river, on the north and west by the timber limits of the Price Brothers & Co., Ltd.

ELZ. MIVILLE DECHENE,
Deputy Minister of Lands and Forests.
2316-25-6

AFFERMAGE DE FORCES HYDRAULIQUES ET DE CONCESSION FORESTIERE.

Avis est par les présentes donné que le mercredi, 3 août 1921, à 10.30 heures a. m., dans la salle de vente du département des terres et forêts, à Québec, nous affermerons à l'enchère :

1. Certaines forces hydrauliques sur la rivière aux Outardes, dans le comté de Saguenay, d'une puissance d'environ 50,000 chevaux ;
2. Une concession forestière d'une superficie de 3,000 milles carrés dans le bassin de la rivière aux Outardes.

Pour plus de renseignements, prière de s'adresser au département des terres et forêts, à Québec.

Le ministre,
1621-18-13 HONORE MERCIER.

LEASING OF A WATER POWER AND TIMBER LIMIT.

Notice is hereby given that on Wednesday, 3rd August, 1921, at 10.30 a. m., in the sales room of the Department of Lands and Forests, at Quebec, the following will be offered on lease at public auction :

1. A water power site on the Outardes river, county of Saguenay, of about 50,000 H. P. capacity ;
2. A timber limit, 3,000 square miles in area, situated in the Outardes river watershed.

For fuller details and informations, please apply to the Department of Lands and Forests, at Quebec.

HONORE MERCIER,
1622-18-13 Minister.

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORETS

Avis est par le présent donné que le bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à :

Hull, P.Q., 5 juillet 1921,
Chicoutimi, P.Q., 12 juillet 1921,
Restigouche, P.Q., (Chaleurs Bay-Mills) 19 juillet 1921.

Québec, 16 août 1921,
pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs des bois.

Les aspirants devront communiquer immédiatement avec le département et désigner l'endroit où ils doivent se présenter.

Un honoraire de \$4.00 est exigible et payable d'avance.

Le sous-ministre des terres et forêts,
ELZ. MIVILLE DECHENE.
Québec, 12 avril 1921. 1301-15-18

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec, will meet at :

Hull, P.Q., July 5th, 1921,
Chicoutimi, P.Q., July 12th, 1921,
Restigouche, P.Q., (Chaleurs Bay-Mills) July 19th, 1921,

Quebec, August 16th, 1921,
to examine candidates desiring to qualify as log cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with the Department and mention the place where they propose presenting themselves.

A fee of \$4.00 is exacted and payable in advance.

ELZ. MIVILLE DECHENE,
Deputy Minister of Lands and Forests.
Quebec, 12th April, 1921. 1302-15-18

Département du trésor

Treasury Department

AVIS D'ADMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT DE SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION.

Avis est par le présent donné que l'Association mutuelle des employés permanents de la cité de Québec a obtenu un permis et a été enregistré comme une société de secours mutuels, ayant pour objet de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, accident ou revers de fortune, et dans le cas de la mort des membres, leurs veuves, orphelins ou représentants légaux, au moyen de contributions de la part de ses membres, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en Conseil en date du sixième jour d'avril 1921.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingtième jour de juin 1921.

Pour le trésorier de la province de Québec.

F.-L. MONCK,

Le surintendant des assurances.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 2345-25-2

Notice is hereby given that the "Association mutuelle des employés permanents de la cité de Québec" has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purpose of by means of contributions from its members of making provision for those of its members who are afflicted by sickness, accident or reverse of fortune, and in case of death of members, for their widows, orphans or legal representatives, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in Council dated the sixth day of April, 1921.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twentieth day of June, 1921.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

F.-L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 2346-25-2

Ministère de l'agriculture

Department of Agriculture

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, M. Honoré Racicot, cultivateur, de Chéneville, comté de Labelle, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de Chéneville", avec sa principale place d'affaires dans la paroisse de Chéneville, comté de Labelle.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le soussigné autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 22 juin 1921.

Le ministre de l'agriculture.

2385 JOS.-ED CARON.

Notice is hereby given that under the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. Honoré Racicot, farmer, of Chéneville, county of Labelle, and others, have formed a co-operative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de Chéneville", with its chief place of business in the parish of Chéneville, county of Labelle.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned authorizes the formation of

the said association.

Dated at Quebec, the 22nd June, 1921.

JOS.-ED CARON,

2386 Minister of Agriculture.

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 5384.

Dame Mary Archambault, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Murdock-John Matheson, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre ce dernier.

Montréal, 23 juin 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
2387 McAVOY & ARBOUR.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 5384.

Dame Mary Archambault, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Murdock-John Matheson, of the same place, has, on the 23rd day of June, 1921, instituted an action in separation as to property against the latter.

Montreal, 23rd June, 1921.

2388 McAVOY & ARBOUR,
Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure—Joliette, No 9214.

Dame Alma Durand, épouse commune en biens de Auguste Laporte, manufacturier, du village de Saint-Jacques, dans le district de Joliette, dûment autorisée, demanderesse ; vs le dit Auguste Laporte, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

Joliette, le 15 juin 1921.

Le procureur de la demanderesse,
2351-25-5 CLEMENT ROBITAILLE.

Cour supérieure, Québec, No 760.

Maria Royer, de la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, district de Québec, épouse commune en biens du susdit Samuel St-Laurent et par un juge de cette Cour dûment autorisée aux fins des présentes, demanderesse ; vs Samuel St-Laurent, de Notre-Dame-des-Anges, district de Québec, boulanger, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur ce 20 juin 1921.

Québec, 22 juin 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
BELLEAU, BAILLARGEON, BELLEAU
2353-25-2 & BOULANGER.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4442.

Dame Mabelle Lutz *alias* Lyon, de la cité de Verdun, district de Montréal, épouse commune en biens de Jacques-Rodolphe Zanettin, industriel, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Jacques-Rodolphe Zanettin, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 11 juin 1921.

Montréal, 14 juin 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
PATENAUDE, MONETTE,
2211-24-5 MICHAUD & BOYER.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3498.

Dame Alice Dagenais, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Denonville Guyon, employé civil, des mêmes lieux, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Denonville Guyon, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 2ième jour de juin 1921.

Montréal, 2 juin 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
2055-23-5 BOURASSA & GIBEAULT.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 747.

Dame Antoinette Trudel, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de J.-Alphonse Lafrance, jr., du même lieu, demanderesse ; vs ledit J.-Alphonse Lafrance, jr., des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.

Montréal, 28 mai 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
1945-22-5 DESAULNIERS &
DESAULNIERS.

Dans la Cour supérieure de la province de Québec, district de Montréal, No 630.

Dame Pauline Starr, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Lewis Levine, marchand de ferrailles, du même lieu,

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court—Joliette, No. 9214.

Dame Alma Durand, wife common as to property of Auguste Laporte, manufacturer, of Saint-Jacques village, district of Joliette, duly authorized to these presents, plaintiff ; vs the said Auguste Laporte, defendant.

The plaintiff has instituted, this day, an action in separation as to property against the defendant Joliette, 15th June, 1921.

CLEMENT ROBITAILLE,
2352-25-5 Attorney for the plaintiff.

Superior Court, Quebec, No. 760.

Maria Royer, of the parish of Notre-Dame-des-Anges, district of Quebec, wife common as to property of the said Samuel St. Laurent and duly authorized by a judge of this Court for the purposes hereof, plaintiff ; vs Samuel St. Laurent, of Notre-Dame-des-Anges, district of Quebec, baker, defendant.

An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant, this 20th day of June, 1921.

Québec, 22nd June, 1921.

BELLEAU, BAILLARGEON,
2354 BELLEAU & BOULANGER,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4442.

Dame Mabelle Lutz *alias* Lyon, of the city of Verdun, district of Montreal, wife common as to property of Jacques-Rodolphe Zanettin, manufacturer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Jacques-Rodolphe Zanettin, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the 11th June, 1921.

Montréal, 14th June, 1921.

PATENAUDE, MONETTE,
2212-24-5 M CHAUD & BOYER,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3498.

Dame Alice Dagenais, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Denonville Guyon, civil employee, of the same place duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Denonville Guyon, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 2nd day of June, 1921.

Montreal, 2nd June, 1921.

BOURASSA & GIBEAULT,
2056-23-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 747.

Dame Antoinette Trudel, of the city and district of Montreal, wife common as to property of J.-Alphonse Lafrance, jr., of the same place, plaintiff ; vs the said J.-Alphonse Lafrance, jr., of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

Montreal, 28th May, 1921.

DESAULNIERS & DESAULNIERS,
1946-22-5 Attorneys for plaintiff.

In the Superior Court, for the Province of Quebec, district of Montreal, No. 630.

Dame Pauline Starr, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Lewis Levine, junk dealer, of the same place, plaintiff ;

demanderesse ; contre Lewis Levine, du même lieu, défendeur.

La demanderesse a pris contre le défendeur une action en séparation de biens.

Montréal, 31 mai 1921.

Le procureur de la demanderesse,
201—22-5 B. SHULMAN.

Dans la Cour supérieure de la province de Québec, district de Montréal, No 4826.

Dame Simi Yass, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jacob Sheiner, marchand, du même lieu, demanderesse ; contre Jacob Sheiner, du même lieu, défendeur.

La demanderesse a pris contre le défendeur une action en séparation de biens.

Montréal, le 31 mai 1921.

Le procureur de la demanderesse,
2023—22-5 B. SHULMAN.

Dans la Cour supérieure de la province de Québec, district de Montréal, No 4312.

Dame Florence Cowalchuk, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Mandaki Criotori, agent, du même lieu, demanderesse ; contre Mandaki Criotori, du même lieu, défendeur.

La demanderesse a pris contre le défendeur une action en séparation de biens.

Montréal, 31 mai 1921.

Le procureur de la demanderesse,
2025—22-5 B. SHULMAN.

Dans la Cour supérieure de la province de Québec, district de Montréal, No 2429.

Dame Faiga Schwartz, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens d'Isidore Sheiner, commis, du même endroit, demanderesse ; contre Isidore Sheiner, du même lieu, défendeur.

La demanderesse a pris contre le défendeur une action en séparation de biens.

Montréal, 3, mai 1921.

Le procureur de la demanderesse,
2027—22-5 B. SHULMAN.

against Lewis Levine, of the same place, defendant.

The plaintiff has taken against the defendant an action for separation as to property.

Montreal, 31st May, 1921.

201—22-5 B. SHULMAN,
Attorney for plaintiff.

In the Superior Court for the Province of Quebec, district of Montreal, No. 4826.

Dame Simi Yass, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Jacob Sheiner, merchant, of the same place, plaintiff ; against Jacob Sheiner, of the same place, defendant.

The plaintiff has taken against the defendant an action for separation as to property.

Montreal, 31st May, 1921.

2024—22-5 B. SHULMAN,
Attorney for plaintiff.

In the Superior Court for the Province of Quebec, district of Montreal, No. 4312.

Dame Florence Cowalchuk, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Mandaki Criotori, agent, of the same place, plaintiff ; against Mandaki Criotori, of the same place, defendant.

The plaintiff has taken against the defendant an action for separation as to property.

Montreal, 31st May, 1921.

2026—22-5 B. SHULMAN,
Attorney for plaintiff.

In the Superior Court for the Province of Quebec, district of Montreal, No. 2429.

Dame Faiga Schwartz, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Isidore Sheiner, clerk, of the same place, plaintiff ; against Isidore Sheiner, of the same place defendant.

The plaintiff has taken against the defendant, an action for separation as to property.

Montreal, 31st May, 1921.

2028—22-5 B. SHULMAN,
Attorney for plaintiff.

Assemblée

Lachine, 22 juin 1921.

Avis est donné, par la présente, qu'une assemblée générale des membres de l'Union Saint-Joseph-de-Lachine aura lieu le jeudi, 14 juillet 1921, à la salle de l'Union Saint-Joseph-de-Lachine, No 11, 15e avenue, Lachine, à huit heures du soir, pour prendre en considération la situation financière de la société et prendre aussi toute décision qui pourra être jugée nécessaire pour fusionner la société en vertu de l'article 7058a des Statuts refondus de Québec.

Le secrétaire de l'Union Saint-Joseph
de Lachine,
2349—25-2 ALBERT PILON.

Meeting

Lachine, 22nd June, 1921.

Notice is hereby given that a general meeting of the members of l'Union Saint-Joseph-de-Lachine will be held on the 14th of July, 1921 at the Union Saint-Joseph Hall, No. 11, 15th avenue, Lachine, at 8 o'clock p. m., to take into consideration the financial situation of the society and take also any decision which may be considered necessary to amalgamate the society in virtue of article 7058a of the Revised Statutes of Province of Quebec.

2350—25-2 Secretary of the Union Saint-
Joseph de Lachine.
ALBERT PILON,

Avis divers

Miscellaneous Notices

WILLIAM HENRY COMPANY, LIMITED.

Avis public est par le présent donné de l'adoption du règlement No 9 de la compagnie sus-nommée.

Règlement No 9

Qu'il soit décrété, et il est par le présent décrété que le règlement No 2 de la compagnie soit amendé et est par les présentes amendé en biffant les mots "les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil de trois directeurs" en les remplaçant par les mots "les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil de quatre directeurs".

Daté à Montréal, ce 23 juin 1921.
Certifié authentique.

WILLIAM HENRY COMPANY, LIMITED.
Le secrétaire,
REIGNER BRODEUR.

Scéau :
WILLIAM HENRY COMPANY, LIMITED,
2421 constituée, 1921.

Dans l'affaire de "Eaton Corner Burying Ground", Eaton, Que.

Avis public est par le présent donné que H.-A. Worby et autres demandent la constitution en corporation dudit terrain d'enterrement, comme cimetière, sous le nom de "Eaton Cemetery Association", en vertu des dispositions de l'article 6821 et suivants des S.R.Q., 1909 et amendements. La propriété en question est connue comme étant les lots Nos 10 "C" et 10 "D" du plan cadastral du 5e rang du canton Eaton, dans le district de Saint-François.

Daté, le 20 juin 1921.

Les avocats du requérant,
FRASER, RUGG &
MIGNAULT.
2321-25-9

WILLIAM HENRY COMPANY, LIMITED.

Public notice is hereby given of the passing of by-law No. 9 of the above-named company.

By-law No. 9.

Be it enacted and it is hereby enacted that by-law No. 2 of the company be and it is hereby amended by striking out therefrom the words "The affairs of the company shall be managed by a board of three directors" and substituting therefor the words "The affairs of the company shall be managed by a board of four directors".

Dated at Montreal, this 23rd day of June, 1921.
Certified true,

WILLIAM HENRY COMPANY, LIMITED.
REIGNER BRODEUR,
Secretary.

Seal :
WILLIAM HENRY COMPANY, LIMITED,
2422 incorporated, 1921.

In the matter of Eaton Corner Burying Ground Eaton, Que.

Public notice is hereby given that H.-A. Worby and others are applying for incorporation of the said burying ground, as a cemetery, under the name of "Eaton Cemetery Association", under the provisions of article 6821 and following, R.S.Q., 1909, and amendments. The property in question is known as the lots Nos. 10 "C" and 10 "D" on the cadastral plan for the 5th range of the township of Eaton, in the district of Saint-François.

Dated, 20th June, 1921.

FRASER, RUGG & MIGNAULT,
2322-25-9 Solicitors for applicant.

Bureau-chef

Head Office

Province de Québec.
"MCKEEMAN-SHAW, LIMITED".

Avis de changement d'adresse.

Avis est par le présent donné que la "McKeeman-Shaw, Limited", compagnie constituée par lettres-patentes sous l'empire des dispositions de la partie I de la loi des compagnies de Québec 1920, le 21 août 1920, et par lettres-patentes supplémentaires en vertu des dispositions de la partie I de la loi des compagnies de Québec, 1920, le 19 mai 1921, et dont le siège social temporaire était au No 1061 Laurier-Ouest, dans la cité d'Outremont, où se trouvait son bureau jusqu'au 1er mai 1921, l'a transporté à 309 rue Saint-Jacques-Ouest, dans la cité de Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera, par la compagnie, considéré comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 21 juin 1921.

MCKEEMAN-SHAW, LIMITED",
Le président,
J. MCKEEMAN.
2419

Province of Quebec.
"MCKEEMAN-SHAW, LIMITED".

Notice of change of address.

Notice is hereby given that the "McKeeman-Shaw, Limited", a company incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, dated 21st of August, 1920, and by supplementary letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, dated the 19th day of May, 1921, and having had its head office temporarily at No. 1061 Laurier-West, in the city of Outremont, where its office was situated up to the 1st May, 1921, has moved it to 309 Saint James-West, in the city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 21st day of June, 1921.

"MCKEEMAN-SHAW, LIMITED",
J. MCKEEMAN,
President.
2420

Avis est donné que la "Compagnie Lacoste & McMurray", constituée en corporation par lettres patentes, en date du 21^{ème} jour du mois de février 1921, ayant son bureau principal dans la cité de Montréal a établi son bureau au No 233 Est de la rue Saint-Paul.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie, comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 2^{ème} jour de juin 1921.

Le secrétaire,
2323 JEAN-CHRYSOSTOME MARTINEAU..

Notice is hereby given that the "Compagnie Lacoste et McMurray" incorporated by letters patent dated the 21st day of the month of February, 1921, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 233 Saint-Paul street East.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company, as being its head office.

Given at Montreal, this 2nd day of June, 1921.

JEAN-CHRYSOSTOME MARTINEAU,
2324 Secretary.

Chartes—abandon de :

Charters—Surrender of :

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, article 5973a, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Acme Shu Pak Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du onzième jour de juin 1912.

Avis est de plus donné qu'à compter de la date de la publication du présent avis, la compagnie "Acme Shu Pak Company" a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de juin 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
2413 C.-J. SIMARD.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, article 5973a the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the "Acme Shu Pak Company", incorporated by letters patent dated the eleventh day of June, 1912.

Notice is also hereby given that from and after the date of the publication of this notice, the said "Acme Shu Pak Company" shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of June, 1921.

C.-J. SIMARD,
2414 Assistant Provincial Secretary.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, article 5973a, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Acme Tanning Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mai 1913.

Avis est de plus donné qu'à compter de la date de la publication du présent avis, la compagnie "Acme Tanning Company, Limited" a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de juin 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
2415 C.-J. SIMARD.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, article 5973a the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the "Acme Tanning Company, Limited", incorporated by letters patent dated the twenty third day of May, 1913.

Notice is also hereby given that from and after the date of the publication of this notice, the said "Acme Tanning Company, Limited" shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of June, 1921.

C.-J. SIMARD,
2416 Assistant Provincial Secretary.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, article 5973a, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Le Crédit Beauceron", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-septième jour de novembre 1919.

Avis est de plus donné qu'à compter de la date de la publication du présent avis, la compagnie "Le Crédit Beauceron" a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de juin 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
2417 C.-J. SIMARD.

Notice is hereby given that under part I of the Quebec Companies' Act, 1920, article 5973a the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Le Crédit Beauceron", incorporated by letters patent dated the seveneenth day of November, 1919.

Notice is also hereby given that from and after the date of the publication of this notice, the said company "Le Crédit Beauceron" shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of June, 1921.

C.-J. SIMARD,
2418 Assistant Provincial Secretary.

Compagnies autorisées à faire des opérations

Companies licensed to do business

La compagnie "American Commerce Association" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par

The company "American Commerce Association" has been authorized to do business in the Province of Québec.

The powers conferred on the said company

sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Royal-Ernest-Carl Werry, avocat, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 21 juin 1921.

2399

by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Royal-Ernest-Carl Werry, advocate, of Montreal.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 21st June, 1921.

2400

La compagnie "Associated First National Pictures, Inc.", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. A.-H. Elder, avocat, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 21 juin 1921.

2401

The company "Associated First National Pictures, Inc." has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. A.-H. Elder, advocate, of Montreal.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 21st June, 1921.

2402

La compagnie "Manitowoe Shipbuilding Corporation" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Arnold Wainwright, avocat, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 21 juin 1921.

2403

The company "Manitowoe Shipbuilding Corporation" has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Arnold Wainwright, advocate, of Montreal.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 21st June, 1921.

2404

La Compagnie "The Monarch Knitting Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Alfred-Pottinger Proctor, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 21 juin 1921.

2405

The "Monarch Knitting Company", Limited, has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Alfred-Pottinger Proctor, of Montreal.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 21st June, 1921.

2406

Examens du barreau—Bar Examinations

BARREAU DE QUEBEC—BAR OF QUEBEC.

CANDIDATS A L'ÉTUDE DU DROIT—CANDIDATES TO THE STUDY OF THE LAW.

Examens de juillet 1921—Examinations of July, 1921.

Noms	Prénoms	Résidence	Age	Collège
Archambault	Edouard	Grondines	20*	Collège Saint-Sulpice.
Belleau	J.-N.-A.	Lévis	20	Ecole Frères Maristes, Coll. Lévis.
Belleau	Gabriel	Québec	19	Séminaire de Québec.
Blanchette	Renald	Ste-Anne-de-la-Pocatière	23	Collège Sainte-Anne-de-la-Pocat.
Cantin	Chs-Edoaurd	Québec	20	Séminaire de Québec.
Desmarais	Roger	Saint-François-du-Lac	22	" " "
Dussault	Adjutor	Québec	19	" " "
Gaulin	H.-B.	Lambton	19	Collège de Lévis. Cours privés.
Garneau	Jean	Québec	21	Séminaire de Trois-Rivières, faculté des arts.
Caron	Alphonse	N.-D.-du-Sacré-Cœur	19	Ecole de N.-D.-du-Sacré-Cœur.—Sém. de Rimouski.
Morin	J.-Emile	Québec	19	Séminaire de Québec, Collège Saint-Dunstan.
Roy	Paul	Québec	21	Collège Sainte-Anne-de-la-Pocatière, l'Université Laval.
Tardif	Hermas	Saint-Pierre	24	Collège Lévis, Sém. de Québec.

Le secrétaire du barreau de Québec,

J.-A. GAGNE,

Secretary of the Bar of Quebec.

Québec, 5 juin—5th June, 1921.

BARREAU DE QUEBEC—BAR OF QUEBEC.

CANDIDATS A LA PRATIQUE DU DROIT—CANDIDATES TO THE PRACTICE OF THE LAW.

Examens de juillet 1921—Examinations of July, 1921.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Caron	Amédée	22	Québec.
Drolet	Antonio	23	"
Drolet	Lucien	26	"
Dumoulin	Jacques	23	"
Frenette	Paul	29	"
Gagné	Léonidas	25	Saint-Cœur-de-Marie, Lac Saint-Jean.
Garneau	Antonio	24	Percé, Co. Gaspé.
Gervais	Antonio	22	Québec.
Gosselin	J.-Auguste		Saint-Joseph de Beauce.
Guy	Athanase		Québec.
Leroux	J.-Eugène	26	Les Cèdres, Co. Soulanges.
Pettigrew	Achille	24	Québec.
Savard	Antonio	26	Chicoutimi.

Le secrétaire du barreau de Québec,

J.-A. GAGNE,

Secretary of the Bar of Quebec.

2317-18—25-2

Québec, 20 juin—20th June, 1921.

BARREAU DE MONTREAL—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT—CANDIDATES FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF THE LAW.

Examens du 5 juillet 1921—Examinations, 5th July, 1921.

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence. — Residence
1.—Anglin.....	G.-G.....	27	Montréal.
2.—Aubé.....	Philippe.....	24	"
3.—Beauparlant.....	Romulus.....	27	"
4.—Bernard.....	Rodolphe.....	23	"
5.—Biggar.....	W.-H.....	25	"
6.—Bonin.....	J.-A.-R.....	25	Berthierville.
7.—Bruneau.....	Jules.....	28	Montréal.
8.—Buchanan.....	E.-B.-Q.....	23	"
9.—Chisholm.....	John-F.....	24	Westmount.
10.—Choquette.....	Claude.....	24	Saint-Hilaire.
11.—Claxton.....	B.-B.....	22	Westmount.
12.—Cliff.....	E.-H.....	26	"
13.—Cohen.....	A.-S.....	29	" (Boston Bar).
14.—Cormier.....	Calixte.....	26	Montréal.
15.—Duckett.....	J.-E.....	25	"
16.—Dugas.....	Lucien.....	23	Joliette.
17.—Dpuis.....	Vincent.....	32	Montréal.
18.—Ethier.....	Tancrède.....	25	"
19.—Forget.....	P.-M.-R.....	22	"
20.—Garneau.....	P.-L.....	28	"
21.—Genest.....	Jean.....	22	"
22.—Gibeault.....	Gaston.....	22	"
23.—Hague.....	H.-M.....	21	"
24.—Harold.....	J.-J.....	26	"
25.—Hébert.....	Liguori.....	23	Longueuil.
26.—Henry.....	W.-R.....	25	Montréal.
27.—Hibbard.....	C.-A.-L.....	25	"
28.—Hutchison.....	P.-P.....	25	"
28.—Lafleur.....	Maurice-T.....	21	"
29.—Laurion.....	C.-E.....	26	Pointe-aux-Trembles.
30.—Leblanc.....	Réné.....	25	Montréal.
31.—Lighthall.....	W.-S.....	25	Westmount.
32.—Liverman.....	Max.....	31	Montréal.
33.—Mackay.....	Hector.....	22	"
34.—Macpherson.....	J.-S.-B.....	26	"
35.—Marsolais.....	Alfred.....	25	"
36.—McCaffrey.....	M.-C.....	22	Outremont.
37.—Myeyrovitch.....	Philip.....	22	Montreal.
38.—Mills.....	R.....	32	Ottawa (Alberta Bar).
39.—O'Halleran.....	M.....	28	Montréal.
40.—Panneton.....	Jacques.....	26	"
41.—Pender.....	G.-M.....	27	Windsor-Mills.
42.—Perron.....	Jacques.....	21	Montréal.
43.—Phelan.....	C.-C.....	22	Westmount..
44.—Presner.....	P.....	24	Montréal.
45.—Renaud.....	P.-E.....	23	Saint-Rémi.
46.—Rioux.....	D.-E.....	24	Montréal.
47.—Rousseau.....	J.-D.....	26	"
48.—Rubenstein.....	M.-R.....	21	Westmount..
49.—Ryan.....	D.-D.....	25	Montréal.
50.—Sabourin.....	Yvan.....	21	Saint-Jean, P. Q.
51.—Shapiro.....	J.-J.....	21	Montréal.
52.—Shulman.....	Maurice.....	27	(N. S. Bar) Montréal
53.—Shvemar.....	David.....	22	"
54.—Smith.....	A.-I.....	25	"
55.—Stuart.....	A.-W.....	26	Napierville.
56.—Tellier.....	Maurice.....	25	Joliette.
57.—Terroux.....	A.-M.....	24	Montréal.
58.—Younger.....	G.-R.....	23	Westmount.

Montréal, 20 juin—20th June, 1921.

Le secrétaire du barreau de Montréal,
J.-P. BRAIS,
Secretary of the Bar of Montreal.

BARREAU DE MONTREAL—BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF THE LAW.

Examens du 5 juillet 1921.—Examinations, 5th July, 1921.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collège College
1.—Bélanger.....	Armand.....	23	Montréal.....	Coll. de Sherbrooke, P. Q.
2.—Chabot.....	Victor.....	21	La Présentation	Sém. Saint-Hyacinthe.
3.—Charbonneau.....	Néopol.....	20	Montréal.....	Collège Sainte-Marie.
4.—Demers.....	René.....	20	Montréal.....	Coll. Sainte-Marie.
5.—Giroux.....	Hercule.....	19	".....	Sém. de Saint-Hyacinthe.
6.—Glazer.....	Louis.....	23	".....	McGill Univ. & Professor P. Boyce.
7.—Godin.....	Raymond.....	20	".....	Coll. l'Assomption.
8.—Gross.....	Myer.....	19	".....	Public & Montreal High Sch.
9.—Lauzon.....	Henri.....	23	St-Jos.-du-Lac	Collège Montréal.
10.—Venne.....	Charlemagne.....	20	Saint-Jacques.....	Collège Joliette.

Le secrétaire du barreau de Montréal,

J.-P. BRAIS,

Secretary of the Bar of Montreal.

Montréal, 6 juin—6th June, 1921.

2223-24—26-2

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS—BAR OF SAINT FRANCIS

ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT—ADMISSION TO PRACTICE OF LAW.

Nom Name	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Cate.....	Eldridge.....	25	Sherbrooke.

Le secrétaire du barreau de Saint-François,

LIONEL FOREST,

Secretary of the Bar of Saint Francis.

Sherbrooke, 16 juin—16th June, 1921.

2259-60

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT AUX EXAMENS DE JUILLET 1921

CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW FOR THE EXAMINATIONS OF JULY, 1921.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Chabot.....	Louis.....	39	Shawinigan-Falls
Comeau.....	Lucien.....	22	Trois-Rivières.
Gouin.....	Georges.....	26	".....
Lafond.....	Joseph.....	24	Grand'Mère.

Le secrétaire du barreau des Trois-Rivières,

LEOPOLD DES LETS.

Secretary of the Bar of Three Rivers.

Trois-Rivières, 18 juin 1921—Three Rivers, 18th June, 1921.

2261-62

BARREAU DE TROIS-RIVIERES—BAR OF THREE RIVERS.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT AUX EXAMENS DE JUILLET 1921.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW FOR THE EXAMINATIONS OF JULY, 1921.

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence
Désilets.....	Albert.....	26	Bécancourt.

Le secrétaire du barreau de Trois-Rivières,

2347—48—25-2

Secretary of the Bar of Three Rivers.

Minutes de notaire

Notarial minutes

Québec, 30 mai 1921.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Albert Pelletier, notaire, demeurant et pratiquant dans la paroisse de Saint-Jovite, comté de Terrebonne, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de M. P.-A. Barrette, notaire, du même lieu, qui a cessé, volontairement, de pratiquer comme notaire.

Le sous-secrétaire de la province,
1999—22-2 C.-J. SIMARD.

Quebec, 30th May, 1921.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Albert Pelletier, esquire, notary, residing and practicing in the parish of Saint-Jovite, county of Terrebonne, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of P.-A. Barrette, esquire, notary, of the same place, who has, voluntarily ceased to practice as notary.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary. 2000—22-2

Québec, 9 juin 1921.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. J.-A.-Donat Chagnon, notaire, pratiquant et demeurant en la ville du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, district de Trois-Rivières, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Jean Bourque, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
2155—23-5 C.-J. SIMARD.

Quebec, 9th June, 1921.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. J.-A.-Donat Chagnon, notary, practicing and residing in the town of Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Jean Bourque, in his lifetime notary, of the same place.

C.-J. SIMARD,
2156—23-5 Assistant Provincial Secretary.

Soumissions

Tenders

COMMISSION METROPOLITAINE DE L'ILE DE MONTREAL

METROPOLITAN COMMISSION OF THE ISLAND OF MONTREAL

OBLIGATIONS DE LA VILLE DE MONTREAL-NORD, AU MONTANT DE \$40,000, A 6%, ECHEANT LE 1ER MAI 1925.

TOWN OF MONTREAL NORTH \$40,000. 6% DEBEH-TURE BONDS MATURING 1ST MAY, 1925.

Emises en vertu du règlement d'emprunt No 132 de la ville de Montréal-Nord, et d'une résolution du Conseil de ladite ville, en date du 5 octobre 1920.

Issued under authority of loan by-law No. 132 of the town of Montreal North and of resolution of council of said town of the 5th October, 1920.

Avis public est par les présentes donné que la Commission Métropolitaine de l'Île de Montréal

Public notice is hereby given that sealed tenders will be received by the above commission at

recevra à son bureau, à l'hôtel-de-Ville de Montréal, jusqu'à mardi, le dix-neuvième jour de juillet prochain (1921), à midi (11 hrs, heure légale) des soumissions cachetées pour l'achat d'obligations de la ville de Montréal-Nord, au montant de \$40,000, à 6%, datées le 1er mai 1920, échéant le 1er mai 1925.

Dénomination—\$1,000 chacune.

Lesdites soumissions seront ouvertes et prises en considération à l'assemblée publique de ladite Commission Métropolitaine qui sera tenue à l'Hôtel-de-Ville de Montréal, mardi, le dix-neuvième jour de juillet prochain (1921) à 3 hrs. de l'après-midi (2 heures, heure légale).

Ces obligations ont été dûment approuvées par le lieutenant-gouverneur en Conseil de la province, et la vente d'icelles a été approuvée par la Commission Métropolitaine de l'Île de Montréal.

Un dépôt de 1% du montant de la soumission, ou un chèque certifié de ce montant tiré sur une banque licenciée et faisant affaires à Montréal, payable à l'ordre du secrétaire-trésorier de cette commission, devra accompagner chacune des soumissions.

Chaque soumission devra spécifier si l'intérêt accru est inclus ou non dans le montant offert.

La Commission se réserve le droit de rejeter toutes ou aucune des soumissions.

Donné à Montréal, ce 27ième jour de juin 1921.

E.-T. SAMPSON,

Le secrétaire-trésorier de la Commission Métropolitaine de la cité de Montréal.

its office, at the city hall, Montreal, until noon (11 o'clock legal time) of tuesday, the nineteenth 19th day of July 1921, for the purchase of \$40,000. 6% debenture bonds of the town of Montreal North, dated 1st May, 1920, and maturing 1st May, 1925.

Denominations—\$1,000 each.

Such tenders will be opened and taken into consideration at a public meeting of the said Commission, to be held at the city hall, Montreal, at 3 o'clock in the afternoon (2 o'clock legal time) of the said 19th day of July, 1921.

These bonds have been duly approved by the Lieutenant-Governor in Council of the Province and the selling thereof by the Metropolitan Commission of the Island of Montreal.

A deposit of 1% of the amount tendered, or a certified cheque of that amount, drawn upon any chartered bank doing business in the city of Montreal and payable to the order of the Secretary-Treasurer of this commission, is required to accompany each tender.

Each tender must specify whether accrued interest is or is not included in the amount offered.

The right to reject any or all tenders is reserved.

Given at Montreal, this 27th day of June, 1921.

E.-T. SAMPSON,

Secretary-Treasurer of the Metropolitan Commission of the Island of Montreal.

CITÉ D'OUTREMONT.

VENTE DE \$750,000.00 D'OBLIGATIONS, A 5½%, ÉCHEANT LE 1ER MAI 1931.

Emises en vertu du règlement d'emprunt numéro 163.

Avis public est par les présentes donné que le soussigné recevra des soumissions, à l'Hôtel de ville d'Outremont, jusqu'à midi (11 heures temps légal), mercredi, le vingtième jour de juillet 1921, pour l'achat de \$750,000.00 d'obligations de la cité d'Outremont, à 5½%, datées du 1er mai 1921, et échéant le 1er mai 1931; dénomination—\$1,000. chacune (ou telle autre dénomination convenable).

Intérêt payable semi annuellement les premiers jours de mai et de novembre chaque année.

Ces obligations ont été dûment approuvées par le lieutenant-gouverneur de la province en Conseil, et autorisées par la Commission Métropolitaine de l'Île de Montréal.

Un dépôt de 1% du montant de la soumission, ou un chèque certifié pour ce montant, tiré sur une banque établie par charte, faisant affaires dans la cité de Montréal, et y payable au pair à l'ordre de la cité d'Outremont, devra accompagner chaque soumission.

Chaque soumission doit spécifier si l'intérêt accru est ou n'est pas inclus dans le montant offert.

On se réserve le droit de rejeter toutes ou aucune soumission.

Le Conseil se réserve le droit, à sa discrétion, de retirer de la vente \$250,000.00 des débetures ci-dessus.

Ces obligations seront ouvertes et prises en considération à une assemblée publique du conseil de la cité d'Outremont, qui sera tenue à l'Hôtel de Ville d'Outremont, 543 Chemin Sainte-Catherine, le vingtième jour de juillet, à 8 heures P. M. (7 P. M. temps légal).

CITY OF OUTREMONT.

SALE OF \$750,000.00 5½% DEBENTURE BONDS MATURING 1ST MAY, 1931.

Issued under loan by-law No. 163.

Public notice is hereby given that sealed tenders will be received by the undersigned, at the City Hall, Outremont, until noon (11 o'clock legal time) on Wednesday, the twentieth day of July, 1921, for the purchase of \$750,000. 5½% debenture bonds of the city of Outremont, dated 1st of May, 1921, and maturing 1st May, 1931; denomination \$1,000. each (or such other denomination as may be agreed upon).

Interest payable semi-annually on the first days of May and November in each year.

These bonds have been duly approved by the Lieutenant-Governor in Council of the Province and authorized by the Metropolitan Commission of the Island of Montreal.

A deposit of one per cent of the amount of the tender, or a certified cheque for that amount, drawn upon any chartered bank doing business in the city of Montreal, and then payable at par the order of the city of Outremont is required to accompany each tender.

Each tender must specify whether accrued interest is or is not included in the amount offered.

The right to reject any or all tenders is reserved.

The Council reserves the right, at its discretion, to withdraw from sale \$250,000. of the above securities.

These tenders will be opened and taken into consideration at a public meeting of the council of the city of Outremont to be held at the Outremont City Hall, No 343 Sainte Catherine Road, Outremont, on the twentieth day of July, 1921, at eight o'clock P. M. (7 P. M. legal time).

Les dépôts en argent faits, ou les chèques déposés par les soumissionnaires dont les offres ne seront pas acceptés leur seront remis sans délai; le dépôt ou le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat seulement.

Donné en la cité d'Outremont, ce vingt-septième jour de juin 1921.

2411

Le greffier,
E.-T. SAMPSON.

Canada, province de Québec, municipalité de la ville de Bagotville.

Avis public est par les présentes donné que le secrétaire-trésorier recevra jusqu'à 4 heures p.m., à son bureau, en la ville de Bagotville, le 11 juillet 1921, des soumissions cachetées pour une émission d'obligations au montant de \$100,000.00 6%, avec échéances annuelles variant de \$1000 en 1922 jusqu'à \$6500, la dernière année (1955).

Ces obligations sont émises par dénominations de \$100.00 au nombre de 105, et \$500 au nombre de 179.

Il sera loisible au soumissionnaire de donner aussi un prix pour des obligations à échéances annuelles jusqu'à 10 ans, laissant un montant total de \$85,700 rachetable la dixième année.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt.

Toute soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Le conseil ne s'engage à accepter la plus basse ni aucune des soumissions qui seront prises en considération à la séance du conseil qui sera tenue à 8 heures p. m., le même jour.

Toutes les soumissions devront être adressées comme suit :

Le secrétaire-trésorier,
LOUIS-PH. CHAYER,
Bagotville, comté de Chicoutimi. 2359-25-2

Deposits in money or cheques of tenderers whose offers are not accepted will be handed back to them without delay. That of successful tenderer will be returned to him after the execution of his contract.

Given at the city of Outremont, this twenty seventh day of June, 1921.

2412

E.-T. SAMPSON,
City clerk.

Canada, Province of Quebec, municipality of the town of Bagotville.

Notice is hereby given that the secretary-treasurer shall receive until 4 o'clock P. M., at his office, in the town of Bagotville, on the 11th July, 1921, sealed tenders for an issue of bonds to the amount of \$100,000.00, 6%, maturing annually from \$1000 in 1922 up to \$6,500 the last year (1955).

The said bonds are issued in denominations of \$100.00 to the number of 105, and \$500.00 to the number of 179.

The tenderer may also give a price for bonds maturing annually up to 10 years, leaving a total amount of \$85,700 redeemable on the tenth year.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan.

Every tender must specify if the price offered includes or does not include the accrued interest on the bonds at the time of their delivery.

The council is not bound to accept the lowest nor any tender that may be taken under consideration at the meeting of the council to be held at 8 o'clock P. M., on the same day.

Tenders must be addressed as follows :

LOUIS-PH. CHAYER,
Secretary-treasurer.
Bagotville, county of Chicoutimi. 2360-25-2

Ventes par encau

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

Vente à l'enchère d'effets et bagages non réclamés.

La compagnie de chemin de fer "Québec Central" donne par les présentes avis qu'elle vendra, à l'enchère publique, à l'entrepôt de la Cary Maple Sugar Co., près de la rue Lansdowne, à Sherbrooke, Qué., JEUDI, le ONZIEME jour d'AOUT 1921, à NEUF heures de l'avant-midi, quantité d'effets domestiques, des huiles, machines et autres articles divers.

Le gérant général,
J.-H. WALSH.
Sherbrooke, le 27 juin 1921. 2433-26-6

LOI DE FAILLITE

Division de Québec, Cour supérieure No 60A.
In re : Geo.-Emile Roy, marchand de Québec, cédant autorisé.

Avis public est par le présent donné que MERCREDI, le VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET 1921, à ONZE (11) heures de l'avant-midi, sera vendu à l'enchère publique, à notre bureau, No 108 rue Saint-Joseph, à Québec, l'actif de cette cession, savoir :

Auction Sales

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

Auction sale of unclaimed freight and baggage.

The Quebec Central Railway Company hereby give notice that they will sell by public auction, at Cary Maple Sugar Co's warehouse, off Lansdowne street, Sherbrooke, Que., on THURSDAY, the ELEVENTH day of AUGUST, 1921, at NINE o'clock in the forenoon, a quantity of household effects, oils, machinery and other sundries.

J.-H. WALSH,
General manager.
Sherbrooke, 27th June, 1921. 2434-26-6

BANKRUPTCY ACT

Quebec division, No. 60A.
In re : Geo. Emile Roy, merchant, of Quebec, authorized assignor.

Public notice, is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY SEVENTH day of JULY, 1921, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, at our office, No. 108 Saint Joseph street, at Quebec, the assets of this estate, namely :

A. Fonds de commerce et ameublement évalué à \$3,203.50 ;

B. Un terrain portant le No 980 de la rue Saint-Valier, à Québec—avec bâtisses dessus construites, connu et désigné comme étant la partie sud du lot No 2102, subdivision 250, du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur, mesurant environ 33 trente-trois pieds de front par 58 cinquante-huit pieds de profondeur; borné au nord par le résidu du dit lot, au sud, par la rue Saint-Valier, au nord-est par les représentants du Dr. Larochelle et à l'ouest par l'avenue Bigaouette ; le dit terrain sujet à une rente foncière annuelle de \$10.00 dix piastres payable à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur, le 1er août de chaque année, de plus l'acheteur aura charge de payer à M. Adjuitor Sylvain une somme de cent piastres (\$100.00), étant le prix d'un hangar construit sur le dit terrain et suivant les conditions d'un bail daté du 23 avril 1918 et enregistré le 23 octobre 1919, sous le No 169552 ;

C. Un terrain portant le No 85 de la rue Aqueduc, à Québec—avec bâtisses dessus construites, connu et désigné comme étant partie du lot No 1664 du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur, avec droit de passage sur le résidu du dit lot tel qu'établi en l'acte enregistré sous le No 139063 ; ledit terrain mesurant environ 21 vingt-un pieds de front à partir de la ligne de division sur la rue Aqueduc par la profondeur moyenne du dit lot ; borné au nord par partie du lot No 1665 seize cent soixante-cinq, au sud par la rue Aqueduc, à l'est par le résidu du lot No 1664 seize cent soixante-quatre, à l'ouest par les lots Nos 1661-1662 seize cent soixante-un, seize cent soixante-deux ; ledit lot sujet à une rente foncière annuelle de \$3.00 trois piastres payable à l'Hôtel-Dieu-de-Québec, le 29 juin de chaque année.

Québec, 22 juin 1921.

Les syndics autorisés,

THERIAULT & GAGNON.

Les procureurs des syndics,

2341—25-2 CORRIVEAU & CORRIVEAU.

LOI DE FAILLITE

Dans l'affaire de Emile Fraser, de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Québec, marchand, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET 1921, à DIX HEURES ET DEMIE a. m., sera vendu par encan public, aux bureaux des soussignés, 147 Côte de la Montagne, Québec, les propriétés de cette faillite, comme suit :

1. Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska, connu et désigné sous le numéro deux cent cinq (205)—avec maison et autres bâtisses dessus construites ;

2 Un emplacement attenant à l'immeuble ci-dessous No 205, mesurant quarante-six pieds et cinq pouces de front à l'extrémité nord et cinquante pieds et dix pouces, à l'extrémité sud-est, sur une profondeur de quarante-cinq pieds et demi, dans garantie de juste contenance ; mais l'acquéreur aura droit à tout le terrain du vendeur, étant l'angle nord-est du numéro cent quatre-vingt-douze (192), du même cadastre, et borné comme suit : au sud au dit numéro deux cent cinq (205), au nord-est au numéro cent soixante-dix-neuf, au sud-ouest et au nord-ouest à l'autre

A. Stock in trade and equipment valued at \$3,203.50.

B. A lot of land bearing the No. 980 in Saint-Valier street, at Auebec—with the buildings thereon erected known and designated as being the south part of the lot No. 2102, subdivision 250, of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur, measuring about thirty three (33) feet on front by fifty eight (58) feet in depth, bounded in the north by the residue of said lot, on the south by Saint Valier street, on the northeast by the representatives of Dr. Larochelle and on the west by Bigaouette Avenue. The said lot of land being subject to a yearly ground rent of ten dollars (\$10.00) payable to the Hotel-Dieu-du Sacré-Cœur, the first of August of each year. Moreover the purchaser shall pay to Mr. Adjuitor Sylvain, the sum of one hundred dollars (\$100.00 being the price of a shed erected on the said lot as per the conditions of a lease dated the 23rd of April, 1918 and registered on the 23rd of October, 1919, under the No. 169552.

C. A lot of land bearing the No. 85 in Aqueduc street, Quebec—with the buildings thereon erected—known and designated as being part of the lot No. 1664 of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur with a right of way over the residue of said lot as established in the deed registered under the No. 139063 ; the said lot measuring about twenty one (21) feet in front measured from the divisional line on Aqueduc street by the mean depth of said lot ; bounded on the north by part of the lot No. sixteen hundred and sixty five (1665) on the south by Aqueduc street, on the east by the residue of the lot No. sixteen hundred and sixty four (1664) and on the west by the lots members sixteen hundred and sixty one and sixteen hundred and sixty two (Nos 1661 and 1662) ; the said lot being subject to a yearly ground rent of \$3.00 payable to the Hôtel-Dieu-de-Québec, the 29th of June of each year.

Quebec, 22nd June, 1921.

THERIAULT & GAGNON,

Authorized trustees.

CORRIVEAU & CORRIVEAU,

Attorneys for trustees. 2342—25-3

BANKRUPTCY ACT

In the matter of Emile Fraser, of Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Quebec marchand, authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY SEVENTH day of JULY, 1921, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, at the offices of the undersigned, 147 Mountain Hillstreet, Quebec, the properties of this estate being as follows :

1. An emplacement situate in the parish of Sainte-Anne-de-la-Pocatière, county of Kamouraska, known and designated under the number two hundred and five (205)—with a house and other buildings thereon erected ;

2. An emplacement lying contiguous to the above immoveable No. 205, measuring forty six feet and five inches in front at the north end and fifty feet and ten inches at the southeast end, by a depth of forty five feet and a half, without warranty as to precise measurements ; but the purchaser shall be entitled to all the land of the seller being the northeast angle of the number one hundred and ninety two (192), of the same cadastre, and bounded as follows: on the south by the said number two hundred and five (205), on the northeast by the number one hundred and

partie du dit lot numéro cent quatre-vingt-douze (192)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Les titres et certificats peuvent être examinés aux bureaux des soussignés.

Ces propriétés peuvent être visitées en tout temps en s'adressant aux soussignés.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B3, de la loi de faillite et a les mêmes effets que la vente au shérif.

Conditions de paiement : Argent comptant.

Les syndics autorisés,

LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux : 147 Côte de la Montagne, Québec.

L'encanteur,

Joseph Giroux.

2327—25-2

LOI DE FAILLITE

Dans l'affaire de Edouard Bérubé, de Val-Brillant, Qué. marchand, failli.

Avis est par le présent donné que MARDI, le DIX-NEUVIÈME jour de JUILLET 1921, à ONZE heures a. m., sera vendu par encan public aux bureaux des soussignés, 147 Côte de la Montagne, Québec, une propriété décrite comme suit :

a. Un terrain situé en le village de Val-Brillant, et connu et désigné sous le numéro soixante-deux (62) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pierre-du-Lac premier rang ouest de la seigneurie du lac Matapédia, tel que le tout est actuellement—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Les titres et certificats regardant cette propriété peuvent être examinés aux bureaux des soussignés.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B3, de la loi de faillite, et a les mêmes effets que la vente au shérif.

Cette propriété est visible en tout temps en s'adressant aux soussignés.

Conditions de paiement : Comptant.

Les syndics autorisés,

LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux : 147 Côte de la Montagne,

(Édifice Bossé), Québec.

2325—25-2

L'encanteur,

Joseph Giroux.

VENTES PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } A. -H. DAVELUY ET
No 134. } AL. demandeurs;

vs JOSEPH BELIVEAU, personnellement et es qualité, défendeur.

Comme appartenant au défendeur, personnellement et en sa qualité de tuteur aux mineurs Lucien et Josephat-Bruno Hamel et Marie-Rolande-Rejane Béliveau.

1. Une terre située dans la paroisse de Sainte-Anne du Sault, contenant environ 2¼ arpents de largeur sur environ 28 arpents de profondeur,

seventy nine, on the south west and northwest by the residue of the said lot number one hundred and ninety two (192)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The titles and certificates can be seen at the offices of the undersigned.

The above properties can be visited at any time on applying to the undersigned.

This sale is made in accordance with article 20, paragraph B3 of the Bankruptcy Act, and has the effects of a sheriff's sale.

Conditions of payment : Cash.

LEFAIVRE & GAGNON,

Authorized trustees.

Offices : 147 Mountain Hill street, Québec.

Joseph Giroux,

Auctioneer.

2328—25-2

BANKRUPTCY ACT

In the matter of Edouard Bérubé, of Val-Brillant Que., merchant, bankrupt.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the NINETEENTH day of JULY, 1921, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, at the offices of the undersigned 147 Mountain Hill street, Québec, a property described as follows :

a. A lot of land situate in the village of Val-Brillant and known and designated under the number sixty two (62) of the official cadastre of the parish of Saint-Pierre-du-Lac first west range of the seigniorie of Lake Matapedia, as the whole now subsists—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The titles and certificates respecting this property can be seen at the office of the undersigned.

The above sale is made in accordance with article 20 paragraph B3 of the Bankruptcy Act and has the effects of a sheriff's sale.

The property can be seen at any time on applying to the undersigned.

Conditions of payment : Cash.

LEFAIVRE & GAGNON,

Authorized assignees.

Offices : 147 Mountain Hill street,

(Bossé building), Québec.

Joseph Giroux,

Auctioneer.

2326—25-2

SHERIFF'S SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } A. -H. DAVELUY ET
No. 134. } AL. plaintiffs vs

JOSEPH BELIVEAU, personally and es-quality, defendant.

As belonging to said defendant personally and in his capacity of tutor to the minor children Lucien and Josephat Bruno Hamel and Marie Rolande Rejane Béliveau.

1. A piece of land situated in the parish of Sainte-Anne-du-Sault, containing about 2¼ arpents in width by about 28 arpents in depth,

connue et désignée au cadastre officiel du canton de Bulstrode comme étant le $\frac{1}{4}$ ouest du No 323.

2. Une autre terre située dans la même paroisse, contenant environ $4\frac{1}{2}$ arpents de largeur sur environ 28 arpents de profondeur, connue et désignée au cadastre susdit, comme étant le $\frac{1}{4}$ est des lots Nos 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331 et 332—avec les bâtisses dessus construites ; lesdites deux terres étant en la possession du défendeur en ses qualités susdites.

Pour être vendues en un seul lot (bloc), à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne-du-Sault, le TROISIEME jour d'août prochain (1921), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Arthabaska, 30 juin 1921. J.-E. GIROUARD,
[Première publication, 2 juillet 1921]
2429—26-2

known and designated upon the official plan and book of reference of the township of Bulstrode as being the west $\frac{1}{4}$ of No. 323.

2. Another piece of land situated in the same parish, containing about $4\frac{1}{2}$ arpents in width by about 28 arpents in depth, known and designated upon the said official plan and book of reference as being the east $\frac{1}{4}$ of lots Nos 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331 and 332—with the buildings thereon erected ; the said two pieces of land being possessed by the said defendants in his aforesaid capacities.

To be sold as a whole (*en bloc*) at the parochial church door of Sainte-Anne-du-Sault, on the THIRD day of AUGUST next (1921) at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. J.-E. GIROUARD,
Arthabaska, 30th of June, 1921. Sheriff.
[First publication, 2 July, 1921]
2430—26-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

Beauce, à savoir : } EASTERN TOWNSHIPS
No 958. } PROVISIONS CO.,
LIMITED, demanderesse ; contre ERNEST
DROUIN, défendeur.

1. Le lot vingt-cinq B (25b) dans le rang "B" du canton de Lambton ;

2. Le lot vingt-cinq D (25d) dans le rang "B" du canton de Lambton ;

3. Le lot un B (1b) dans le rang "C" du canton de Lambton—avec bâtisses érigées sur lesdits lots s'il s'en trouve ; le tout d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour ledit canton de Lambton—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Vital-de-Lambton, le DOUZE JUILLET prochain 1921, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
GUSTAVE GARANT.

■ Saint-Joseph, Beauce, 7 juin 1921.
■ [Première publication, 11 juin 1921.]
2119—23-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-François.

Beauce, to wit : } EASTERN TOWNSHIPS
No. 958. } PROVISIONS CO.,
LIMITED, plaintiff ; against ERNEST
DROUIN, defendant.

1. The lot twenty five B (25b) in range "B" of the township of Lambton ;

2. The lot twenty five D (25d) in range "B" of the township of Lambton ;

3. The lot one B (1b) in range "C" of the township of Lambton—with the buildings erected on the said lots, if any, the whole according to the official cadastral plan and book of reference for the said township of Lambton—circumstances and dependencies.

■ To be sold at the church door of the parish of Saint-Vital-de-Lambton, on the TWELFTH day of JULY next, 1921, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. GUSTAVE GARANT,
Sheriff.

■ Saint-Joseph, Beauce, 7th June, 1921.
■ [First publication, 11th June, 1921.]
2120—23-2

MONTCALM

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montcalm.

Mont-Laurier, } WILFRID CLEMENT,
No 777. } cultivateur, de la Conception, dans le district de Montcalm ; contre LA SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE DE LA CONCEPTION, ayant son principal bureau d'affaires à la Conception, dans le canton Clyde, dans le district de Montcalm.

L'immeuble suivant savoir :

Une bâtisse en bois "fromagerie", sise et située au village de la Conception, canton Clyde, district de Montcalm, sur un lopin de terre d'à peu près 50 pieds de largeur par 75 pieds de profondeur ; ledit lopin de terre faisant partie du lot connu et désigné comme le lot No 24 du rang ouest de la rivière Rouge, et à l'est par la rivière Rouge et au sud par le chemin public ; ladite "fromagerie" formant une seule exploitation et

MONTCALM

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montcalm.

Mont-Laurier, } WILLFRID CLEMENT,
No. 777. } farmer, of La Conception, in the district of Montcalm ; against LA SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE DE LA CONCEPTION, having its head office at La Conception, in the township of Clyde, in the district of Montcalm.

The following immovable to wit :

A wooden building "Cheese factory" lying and situate at the village of La Conception, township of Clyde, district of Montcalm, on a parcel of land of about 50 feet in width by 75 feet in depth ; the said parcel of land forming part of the lot known and designated as being the lot No. 24 of the west range of river Rouge, and on the east by river Rouge and on the south by the public road ;] the said "cheese factory" forming one

un tout avec les accessoires tels que : bouilloire, bassin, presse, balance, canistre à réception et machine à fabriquer les boîtes à fromage.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la Conception, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain 1921, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

ROD. ROBERGE.

Mont-Laurier, 7 juin 1921. 2131—23-2
[Première publication, 11 juin 1921]

single exploitation and a whole with all the accessories thereof such as : boiler, basin, press, scale, cans and machinery for the making of cheese boxes.

To be sold at the parochial church door of La Conception, on the SIXTEENTH day of JULY next, 1921, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

ROD. ROBERT,

Sheriff.

Mont-Laurier, 7th June, 1921.

[First publication, 11th June, 1921]

2133—23-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } A DOLPHE-LOUIS
No 4936. } CARON, JOSEPH-

ARTHUR CARON ET RENE-EDOUARD CARON, tous trois manufacturiers de bijouterie, des cité et district de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de la succession de feu Jean-Baptiste Caron, demandeurs ; contre PETER DONOHUE, de la cité de Westmount, défendeur.

Deux lots de terre situés sur le côté sud-est de la rue Selby, dans la cité de Westmount, connus sous les numéros cent quarante-quatre et cent quarante-cinq de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quatre-vingt-quatre (384-144 et 145) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, —avec bâtisses dessus érigées et portant les numéros 128 à 140 de la rue Selby et avec droit de passage en commun dans la ruelle en arrière desdits lots.

Les deux lots ci-dessus forment une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 8 juin 1921.

[Première publication, 11 juin 1921]

2141—23-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LA BANQUE MOL-
No 2686. } SON, corporation

légal dont le siège social est dans les cité et district de Montréal, demanderesse ; vs LEO-L. LEET, défendeur.

Deux lots de terre situés dans la ville de Montréal-Ouest, dans le district de Montréal, ayant front sur l'avenue Westminster, connus et désignés comme étant les subdivisions numéros 152 et 153 du lot originaire numéro 140 (152 et 153-140) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses construites sur ledit lot No 140-153.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 8 juin 1921.

[Première publication, 11 juin 1921]

2143—23-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } A DOLPHE-LOUIS
No. 4936. } CARON, JOSEPH-

ARTHUR CARON AND RENE-EDOUARD CARON, all three manufacturers of jewelry, of the city and district of Montreal, in their capacity of testamentary executors of the estate of the late Jean-Baptiste Caron, plaintiffs ; against PETER DONOHUE, of the city of Westmount, defendant.

Two lots of land situate on the southeast side of Selby street, in the city of Westmount, known under the numbers one hundred and forty four and one hundred and forty five of the official subdivision of the lot number three hundred and eighty four (384-144 and 145) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with buildings thereon erected and bearing the numbers 128 to 140 of Selby street, and with right of way in common in the lane at the rear of the said lots

The two hereabove lots forming but one plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montréal, 8th June, 1921.

[First publication, 11th June, 1921]

2142—23-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE MOLSONS BANK,
No. 2686. } a body corporate duly

incorporated and having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff ; vs LEO-L. LEET, defendant.

Two lots of land situated in the town of Montreal-West, in the district of Montreal, fronting on Westminster avenue, known and designated as subdivisions numbers 152 and 153 of original lot number 140 (140-152 and 153) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with the buildings erected on said lot No. 140-153.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 8th June, 1921.

[First publication, 11th June, 1921]

2144—23-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LYON COHEN ET AL.,**
No. 4297. } demandeurs ; vs
BARNETT BLUMENTHAL ET AL., défendeurs.

Un emplacement situé dans la paroisse de Sainte-Julie-de-Verchères, dans le rang "Le Trente", mesurant environ soixante-trois arpents en étendue, sans garantie de mesure, compris dans ses limites actuelles; borné d'un côté par Dieudonné Charlebois ou représentants, d'un autre côté par le chemin public "des vingt", et la terre de Chs. Savaria ou représentants à une extrémité par Augustin Lussier et à l'autre par "le trait-quarré" du rang "Le quarante-deux", de Varennes et ladite terre de Chs. Savaria ou représentants; ledit terrain connu et désigné comme faisant partie du lot trois cent cinquante-sept et partie du lot trois cent cinquante-huit (Pt. 357 et Pt. 358) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Sainte-Julie-de-Verchères—avec une maison et d'autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Julie-de-Verchères, le QUATORZIEME jour de JUILLET prochain à, DOUZE heures (midi).

Bureau du shérif, Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 8 juin 1921.

[Première publication, 11 juin 1921]

2145—23-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **JACOMO TEOLIS, de-**
No 3423. } mandeur ; vs **AN-**
TONIO TEOLIS, défendeur.

Les droits et intérêts du défendeur sur deux lots de terre contigus portant les numéros 875 et 876 de la subdivision officielle du lot cadastral No 488 de la paroisse du Sault-aux-Récollets, cité de Montréal, ayant front sur la rue DeLaroche-sans bâtisse suivant promesse de vente par la "Amherst Park Land Co." au dit défendeur.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de JUILLET prochain, à MIDI.

Bureau du shérif, Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 8 juin 1921.

[Première publication, 11 juin 1921]

2147—23-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA CORPORATION**
No 3499. } **DU VILLAGE DU**
CANTON DE CHAMBLY, corporation léga-

lement constituée, ayant son principal bureau d'affaires au village de Chambly, demanderesse; vs **DELLE MARIE-JEANNE DE GRAND'-MAISON,** fille majeure, et usant de ses droits, défenderesse.

Deux lots de terre situés en la ville de Montréal-Est, ayant front sur la rue Prince-Albert, connus et désignés comme étant les lots numéros 51 et 52 de la subdivision officielle du lot numéro 85 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, avec droit de passage dans les ruelles en arrière desdits lots.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **LYON COHEN ET AL.,**
No. 4297. } plaintiffs; vs **BAR-**
NETT BLUMENTHAL ET AL., defendants.

An emplacement situate in the parish of Sainte-Julie-de-Verchères, in "Le Trente" range, containing about sixty-three arpents in superficies, without any warranty as to measurement, and as contained in its actual boundaries; bounded on one side by Dieudonné Charlebois, or representatives, to the other side by the public road "des vingt", and the land of Chs. Savaria, or representatives; at one end by Augustin Lussier and at the other by "le trait-quarré", of range "le quarante-deux" de Varennes, and the said land of Chs. Savaria or representatives; the said land known and designated as forming part of lot three hundred and fifty seven and part of lot three hundred and fifty eight (Pt. 357 and Pt. 358) on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte-Julie-de-Verchères,—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Julie-de-Verchères, on the FOURTEENTH day of JULY next, at TWELVE o'clock (noon).

Sheriff's office, L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 8th June, 1921.

[First publication, 11th June, 1921]

2146—23-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **JACOMO TEOLIS, plain-**
No. 3423. } **tiff; vs ANTONIO**
TEOLIS, defendant.

The rights and interests of the defendant in and upon two adjacent lots of land bearing the numbers 875 and 876 of the official subdivision of the cadastral lot No. 488 of the parish of Sault-aux-Récollets, city of Montreal, fronting on DeLaroche street—without building, as per promise of sale by the Amherst Park Land Co. to the said defendant.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of JULY next, at TWELVE o'clock noon.

Sheriff's office, L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 8th June, 1921.

[First publication, 11th June, 1921]

2148—23-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE CORPORATION**
No. 3499. } **OF THE VILLAGE**
OF THE TOWNSHIP OF CHAMBLY, a

legally incorporated body, having its principal place of business at the village of Chambly, plaintiff; vs **MISS MARIE-JEANNE DE GRAND'-MAISON,** spinster, of age in the full exercise of her rights, defendant.

Two lots of land situated in the town of Montreal-East, fronting on Prince-Albert street, known and designated as being the lots numbers 51 and 52 of the official subdivision of the lot number 85 of the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles—with a right of way in the lanes at the rear of the said lots;

To be sold at any office, in the city of Montreal,

Montréal, le QUATORZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 8 juin 1921.

[Première publication, 11 juin 1921]

2151—23-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA CORPORATION**
No 360. } **EPISCOPALE CATHOLIQUE ROMAINE DU DIOCESE DE SAINT-HYACINTHE**, corporation légalement constituée, de la cité de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, demanderesse ; contre J.-C. WALSH, défendeur.

Un lot de terre situé dans la ville d'Outremont, ayant front sur l'avenue Outremont, et désigné comme subdivision numéro vingt-deux (22) du lot originaire No trente-cinq (35-22) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal ; laquelle subdivision de ce lot a une superficie de quarante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, et bornée en front au nord-est par l'avenue Outremont (étant la subdivision trente-quatre dudit lot officiel (No 35-34), une église étant construite sur cette dite subdivision dudit lot 35-22—avec les servitudes y attachées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de JUILLET prochain, à UNE heure de l'après-midi.
Bureau du shérif.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 8 juin 1921.

[Première publication, 11 juin 1921.]

2153—23-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **SAMUEL-W. JACOBS**
No. 2345. } **ET AL**, demandeurs ;
vs **BERL TAFLEUR ET AL** défendeurs.

Comme appartenant à Harry Levin, l'un des défendeurs.

1. Un lopin de terre situé dans la paroisse de Sainte-Julie, dans le comté de Verchères, dans le vingt-quatrième rang, mesurant un arpent et demi en largeur par vingt-quatre arpents de profondeur, le tout d'après la mesure française, connu et désigné comme étant la moitié ouest du lot numéro quatre cent soixante-dix-huit, et les lots numéros quatre cent soixante-dix-sept, quatre cent soixante-seize, quatre cent soixante-quinze, et la moitié est du lot numéro quatre cent soixante-quatorze ($\frac{1}{2}$ E. 474, 475, 476, 477 et $\frac{1}{2}$ O. 478) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Julie ; borné à une extrémité par le "Trait carré du Trente", à l'autre extrémité par le chemin "Vingt-Quatre", d'un côté au sud-ouest par un nommé Malo, et de l'autre côté par le lopin de terre ci-après désigné—sans bâtisse ;

2. Un lopin de terre situé au même endroit, mesurant un arpent de largeur par vingt-quatre arpents de profondeur, connu et désigné comme étant une partie des lots numéros quatre cent soixante-dix-neuf et quatre cent soixante-dix-huit dudit plan officiel ; borné à une extrémité par le chemin de front du Vingt-Quatre, à une autre extrémité par les terres de la paroisse de Varennes, d'un côté par la propriété ci-après désignée—sans bâtisse ;

3. Un lopin de terre situé au même endroit, mesurant trois arpents et quart de largeur et

on the FOURTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 8th June, 1921.

[First publication, 11th June, 1921]

2152—23-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE ROMAN CATHOLIC EPISCOPAL CORPORATION OF THE DIOCESE OF SAINT-HYACINTHE**, a body politic and corporate, duly incorporated, of the city of Saint-Hyacinthe, district of Saint-Hyacinthe, plaintiff ; against J.-C. WALSH, defendant.

A lot of land situate in the town of Outremont, fronting on Outremont avenue, and designated as being the subdivision number twenty-two (22) of original lot number thirty five (35-22) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal ; the said subdivision of said lot containing forty feet in width by one hundred feet in depth, English measure, and bounded in front to the north-east by Outremont avenue (being the subdivision thirty four of said official lot (No. 35-34), a church being erected on said subdivision of said lot 35-22—with the servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of JULY next, at ONE o'clock in the afternoon.
Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 8th June, 1921.

[First publication, 11th June, 1921]

2154—23-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **SAMUEL-W. JACOBS**
No. 2345. } **ET AL**, plaintiffs ;
vs **BERL TAFLEUR ET AL**, defendants.

As belonging to Harry Levin, one of the defendants.

1. A piece of land situate at the parish of Sainte-Julie, in the county of Verchères, in the twenty-fourth range, containing one arpent and a half wide by twenty-four arpents in depth, the whole French measure, and being known and designated as the western half of the lot number four hundred and seventy-eight, and the lots numbers four hundred and seventy-seven, four hundred and seventy-six, four hundred and seventy-five, and the eastern half of the lot number four hundred and seventy-four, ($\frac{1}{2}$ E. 474, 475, 476, 477 and $\frac{1}{2}$ W. 478) of the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Julie ; bounded on one end by the "Trait carré du Trente", on the other end by the "Vingt-Quatre Road", on one side to the south-west by one named Malo, and on the other side by the piece of land hereinafter designated—without building ;

2. A piece of land situate at the same place, containing one arpent in width by twenty-four arpents in depth, known and designated as being a part of the lots numbers four hundred and seventy-nine and four hundred and seventy-eight of the said official plan ; bounded on one end by the front road of the Vingt-Quatre, on other end by the lands of the parish of Varennes, on one side by the property hereinafter designated,—without building ;

3. A piece of land situated at the same place containing three arpents and one-fourth in

vingt-quatre arpents de profondeur, connu sous les numéros quatre cent quatre-vingts, quatre cent quatre-vingt-un, quatre cent quatre-vingt-deux, et partie du numéro quatre cent soixante-dix-neuf, dudit plan (Nos. 480, 481, 482 et pt. 479); borné à une extrémité par le chemin de "Vingt-Quatre", à l'autre extrémité par les terres de la paroisse de Varennes, d'un côté par le lot ci-haut deuxièmement décrit, et de l'autre côté par Etienne Blanchard, — avec une maison et d'autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Julie-de-Verchères, le QUATORZIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 8 juin 1921.

[Première publication, 11 juin 1921]

2157—23-2

width and twenty four arpents in depth, and being known as the numbers four hundred and eighty, four hundred and eighty-one, four hundred and eighty-two, and a part of the number four hundred and seventy-nine, of the said plan, (Nos. 480, 481, 482 and pt. 479); bounded on one end by the "Vingt-Quatre Road", on the other end by the lands of the parish of Varennes, on one side by the lot above described in second place, and on the other side by Etienne Blanchard—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Julie-de-Verchères, on the FOURTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 8th June, 1921.

[First publication, 11th June, 1921]

2158—23-2

SAINT-FRANÇOIS

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District of Saint-François.

Saint-François, à savoir :) P.-E. BEAUDOIN, marchand, de Thetford Mines, demandeur; contre JOHNNY POULIN, du Lac Aylmer, Stratford-Centre, comté de Wolfe, défendeur.

Saisies comme appartenant audit défendeur :

1. La demi-partie sud-ouest du lot 57 (cinquante-sept) du deuxième rang du canton Stratford, comté de Wolfe, circonstances et dépendances, laquelle est bornée aux propriétés de François Goulet et Philémon Roy ;

2. La demi-partie sud-ouest du lot 57 (cinquante-sept) du troisième rang du canton de Stratford, comté de Wolfe, circonstances et dépendances, laquelle est bornée aux terrains de Philémon Roy et Théodule Lecours.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Stratford (Stratford-Centre), MARDI, le DEUXIÈME jour D'AOUT 1921, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

Sherbrooke, le 29 juin 1921. C.-E. THERRIEN.

[Première publication, 2 juillet 1921]

2431

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-François.

Saint Francis, to wit :) P.-E. BEAUDOIN, merchant, of Thetford Mines, plaintiff; against JOHNNY POULIN, of Lake Aylmer, Stratford-Centre, county of Wolfe, defendant.

Seized as belonging to the said defendant :

1. The southwest half part of the lot 57 (fifty seven) of the second range of the township of Stratford, county of Wolfe, circumstances and dependencies, which is bounded by the properties of François Goulet and Philémon Roy ;

2. The southwest half part of the lot 57 (fifty seven) of the third range of the township of Stratford, county of Wolfe, circumstances and dependencies, which is bounded by the lands of Philémon Roy and Théodule Lecours.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Gabriel-de-Stratford (Stratford-Centre), on TUESDAY the SECOND day of AUGUST, 1921, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

C.-E. THERRIEN,

Sherbrooke, 29th June, 1921.

Sheriff.

[First publication, 2 July, 1921]

2432

TROIS-RIVIÈRES

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir :) AZARIE PICOT-ATE, demandeur; vs DAME MALVINA BARIL, veuve de François alias Francis Martel, défenderesse.

Comme appartenant à ladite défenderesse, savoir :

Un emplacement situé en la ville du Cap-de-la-Madeleine, de la contenance de cinquante-deux pieds de largeur sur une profondeur de soixante-six pieds, le tout plus ou moins, à mesure anglaise, faisant partie du lot de terre connu sous le numéro cent vingt-deux (ptie No 122) du cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, et comprenant tout le terrain renfermé dans les

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit :) AZARIE PICOT-ATE, plaintiff; vs DAME MALVINA BARIL, widow of François alias Francis Martel, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit :

An emplacement situate in the town of Cap-de-la-Madeleine, containing fifty two feet in width by a depth of sixty six feet, all more or less and English measurement, forming part of the lot of land known under the number one hundred and twenty two (Pt. No. 122) on the official cadastre of the parish of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, and comprising all the land enclosed within the following boundaries

bornes et limites suivantes : en front par une rue connue sous le nom de rue Saint-Thomas, en profondeur par les emplacements de MM. DeBlois, Grandmont, Lucien et Emile Carignan ou représentants, d'un côté, vers le sud, par les emplacements appartenant respectivement à MM. Thomas Caron et Henri Sauvageau représentants de Georges L'Heureux ; et, de l'autre côté, vers le nord, par l'emplacement de Adélar Martel, lequel emplacement ci-dessus décrit se trouve, à son front, à la distance de 142 pieds, et, à sa profondeur, à la distance de 115 pieds du chemin public—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, comme aussi avec sujet au passage mitoyen entre l'emplacement sus-décrit et celui du dit Adélar Martel qui fait partie du même lot cadastral.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, en la ville du Cap-de-la-Madeleine, le TREIZIEME jour de JUILLET prochain 1921, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif.

Le shérif,
CHARLES DUMOULIN.

Trois-Rivières, 8 juin 1921.

[Première publication, 11 juin 1921]

2133—23-2

and limits : in front by a street known under the name of Saint-Thomas street, in depth by the emplacements of Messrs. DeBlois, Grandmont, Lucien and Emile Carignan or representatives, on one side, towards the south by the emplacements belonging respectively to Messrs. Thomas Caron and Henri Sauvageau representatives of Georges L'Heureux, and, on the other side, towards the north, by the emplacement of Adélar Martel, which hereabove described emplacement is on its front at the distance of 142 feet, and on its depth at the distance of 115 feet from the public road—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and being also subject to the party right of way between the above described emplacement and that of the said Adélar Martel which forms part of the same cadastral lot.

To be sold at the church door of the parish of Cap-de-la-Madeleine, in the town of Cap-de-la-Madeleine, on the THIRTEENTH day of JULY next, 1921, at TEN o'clock in the forenoon (solar time).

Sheriff's office,

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff.

Three Rivers, 8th June, 1921.

[First publication, 11th June, 1921]

2134—23-2

Lettres patentes

" La Compagnie de Construction Santa Maria, Limitée ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de juin 1921, constituant en corporation : Alphonse Venne, architecte, Archibald-Joseph Grant, Emile Perras, et Victor-G. Charron, comptables ; Herbert-B. Potter, commerçant, tous de la cité de Saint-Lambert, dans les buts suivants :

Exercer l'industrie de la construction générale, tant pour soi que pour d'autres, à l'entreprise ou autrement ;

S'engager dans le commerce et l'exploitation d'immeuble et généralement dans toutes entreprises concernant les immeubles, tant comme principal que comme agent ;

Emettre et donner en paiement de droits ou biens acquis par la compagnie, des actions partiellement ou entièrement libérées du capital social de la compagnie ;

Souscrire, acheter ou autrement acquérir des actions du capital social d'autres corporations similaires, sous le nom de "La Compagnie de Construction Santa Maria, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante (\$50.00) piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Saint-Lambert, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de juin 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
2383 C.-J. SIMARD.

Letters patent

" La Compagnie de Construction Santa Maria, Limitée ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1921, incorporating : Alphonse Venne, architect, Archibald-Joseph Grant, J.-Emile Perras and Victor-G. Charron, accountants ; Herbert-B. Porter, merchant, all of the city of Saint-Lambert, for the following purposes :

To carry on the business of general builders, both for themselves and others, on contract or otherwise ;

To carry on a real estate business and to engage generally in any real estate undertakings, both as principal and agent ;

To issue and give in payment for rights or property acquired by the company fully or partly paid up shares of the capital stock of the company ;

To subscribe for, buy or otherwise acquire shares of the capital stock of other similar corporations, under the name of La Compagnie de Construction Santa Maria, Limitée, with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Saint-Lambert, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of June, 1921.

C.-J. SIMARD,
2384 Assistant Provincial Secretary.

" Société Canadienne d'Opéra, Incorporée " **" Société Canadienne d'Opéra, Incorporée "**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treizième jour de juin 1921, constituant en corporation : Georges-Léonce Fortin, Conrad-J. Gauthier, employés civils ; Charles-Auguste Vallerand, comptable ; Joseph-Hector Laurendeau, Dieudonné Girard, commis, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail ou autrement, échange, et construire, posséder et entretenir des théâtres, salles d'opéras, de concerts et de spectacles, salles de réunions, des restaurants, des salles de lecture et de clubs et d'autres lieux d'amusements, des échoppes, magasins et d'autres bâtisses en rapport avec les structures précitées, aussi les gérer, les administrer, les exploiter, les vendre et autrement en trafiquer ;

Faire affaires comme propriétaires et gérants de théâtres, de salles d'opéras, de concerts et de spectacles et transiger généralement et sous toutes leurs formes, les affaires d'amusements, de théâtres, de drames, opéras, musique et cabinet de lecture ; exercer le commerce d'une agence d'impressari, d'un bureau de louage de service en rapport avec tout ce qui précède, exercer aussi le commerce d'affichage et d'agence de publicité d'aucune sorte, faire aucune convention avec les auteurs, les compositeurs et d'autres personnes relativement à leurs droits d'auteurs, licences et privilèges de mises en scène, de leurs drames, opéras, opérettes, farces, parodies, comédies, pantomimes, ballets et d'autres spectacles et productions ; exercer le commerce d'éditeurs et d'imprimeurs de drames et de musique avec pouvoirs de faire aucuns contrats relatifs ou se rattachant à aucune entreprise de théâtre, de musique, d'opéra, de drame, d'édition, de publicité, d'annonce ou d'affichage, et faire aucun autre commerce de même nature ;

Détenir, posséder, acquérir par achat ou autrement et vendre toutes décorations et propriétés, tous procédés brevetés et non brevetés utilisables au théâtre, à l'opéra ou dans d'autres endroits de récréation ou d'amusement ;

Souscrire ou autrement acquérir, posséder et détenir des actions, obligations et d'autres valeurs d'aucune corporation, société ou personne exerçant aucun commerce semblable à celui de la présente compagnie ou susceptible d'être convenablement exercé par la présente corporation, et les vendre ou remettre avec ou sans garantie, et autrement en disposer ;

Se fusionner avec d'autres compagnies dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente et louer, vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise et de l'actif de la corporation pour des parts, actions, obligations ou pour d'autres valeurs ou pour les considérations, termes et conditions que les directeurs jugeront convenables ; et distribuer en espèces à ses actionnaires aucune des parts, actions, obligations, ou autres valeurs acceptées en paiement intégral ou partiel de cette considération ;

Acquérir par achat, bail ou autrement ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce de la propriété, des droits ou du passif, d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer ou aucun commerce semblable à celui, ou qui possède des biens convenant aux objets de la présente compagnie et les payer totalement ou partiellement en obligations, en actions

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1921, incorporating : Georges-Léonce Fortin, Conrad-J. Gauthier, civic employees, Charles-Auguste Vallerand, accountant, Joseph-Hector Laurendeau, Dieudonné Girard, clerks, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease or otherwise, exchange, and construct, hold and maintain theatres, opera, concert and playhouses, meeting halls, restaurants, reading rooms and clubs and other places of amusement, stalls, stores and other buildings in connection with the aforesaid structures, and manage, administer, exploit, sell and otherwise deal with same ;

To carry on business as theatre, opera, concert and playhouse owners and managers generally and under all their forms, the business of amusements, theatres, dramas, operas, music and lecture halls ; to carry on the business of an impressario agency, of an employment office in connection with all the foregoing and also the business of advertising and publicity agency of any kind, and make any agreement with the authors, composers and other persons relative to their copyrights, licenses and privileges of producing their dramas, operas, operettas, farces parodies, comedies, pantomimes, ballets, and other plays and productions ; to carry on the business of editors and printers of dramas and music with power to make any contracts relating to or connected with any theatrical, musical, operatic, dramatic undertaking, editing, publishing, advertising or posting, and carry on any other business of a like nature ;

To hold, own, acquire by purchase or otherwise and sell any decorations and properties, any patented or non patented processes useful in theatres, opera houses or other places of recreation or amusement ;

To subscribe for or otherwise acquire, own and hold shares, bonds and other securities of any corporation, firm or person carrying on any business similar to that of the present company or capable of being conveniently carried on by the present company, and sell or deliver same with or without guarantee, or otherwise dispose thereof ;

To amalgamate with other companies whose objects are wholly or partially similar to those of the present company, and lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the undertaking and assets of the corporation for stock, shares, bonds or other securities, or for the considerations and upon the terms and conditions that the directors may deem fit, and distribute in specie among its shareholders any stock, shares, bonds or other securities accepted in full or part payment for such consideration ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or assume the whole or any part of the business, property, rights or liabilities of any person, firm or company carrying on any business that, the present corporation is authorized to carry on or any similar to same or that owns property suitable for the objects of the present company and pay for such wholly or partly with bonds, fully paid up non assessable shares of the com-

entièrement libérées et non sujettes à appel de la compagnie ou autrement, aussi les vendre, les louer ou autrement en disposer en tout ou en partie ; acquérir d'aucune personne, société ou corporation, aucun droits, pouvoirs, intérêts, taux, options, clientèles, franchise ou autre concessions, bénéfices ou octrois en rapport avec le commerce que la présente corporation est autorisée à exercer en actions entièrement libérées et non sujettes à appel de la compagnie ; aussi les vendre, louer ou autrement en disposer en tout ou en partie ;

Etre agent d'aucune personne, société ou corporation exerçant un commerce semblable à celui que la présente corporation est autorisée à exercer ;

Conclure tous arrangements avec les autorités municipales, locales ou autres qui sembleront se rattacher aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et obtenir de telle autorité tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, les exercer, les exécuter et se conformer à ces droits, privilèges et concessions ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des chèques, billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables ;

Rémunérer en valeur ou par l'émission et la distribution de parts entièrement libérées et non sujettes à appel du capital-actions de la compagnie, aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus, en faisant souscrire, aidant à faire souscrire ou en garantissant la souscription d'aucune des actions du capital corporatif ou autres valeurs dans ou à l'occasion de la formation ou de l'organisation de la compagnie, ou dans la gestion des affaires ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou tendent à la réalisation des objets précités ;

Les objets, pouvoirs et fins précités de cette compagnie, seront réputés distinct et indépendants les uns des autres et la corporation pourra poursuivre la réalisation d'un ou de plusieurs de ces objets, pouvoirs et fins, abstraction faite des autres et aucune clause ne sera limitée dans son sens général ou interprétés en fonction d'aucune autre clause de ces objets, pouvoirs et fins, sous le nom de "Société Canadienne d'Opéra, Incorporée" avec un capital total de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2,500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de juin 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
2435 C.-J. SIMARD.

" Montreal Polish Club, Limited "

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quinzième jour de juin 1921, constituant en corporation : Teofil Wardak, voyageur de commerce ; Domnik Laskey, charpentier, et Ignacy Radziszewski, marchand, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants :

Etablir, maintenir, organiser et administrer un club pour les bénéfices et avantages des membres de la compagnie ; construire, louer et meubler une maison de club, avec toutes les commodités nécessaires, accorder à tous les membres de la

pany or otherwise, and also sell, lease or otherwise dispose thereof in whole or in part ; to acquire from any person, firm or corporation any rights, powers, interests, rates, options, goodwill, franchises or other concessions, benefits or grants in connection with the business that the present corporation is authorized to carry on, with fully paid up non assessable shares of the company, and also sell, lease, or otherwise dispose thereof in whole or in part ;

To be the agent of any person, firm or corporation carrying on a similar business to that which the present corporation is authorized to carry on ;

To enter into any arrangements with any municipal, local or other authorities that may seem to relate to the objects of the company or to any of same and obtain from such authority any rights, privileges and concessions that the company may deem desirable to obtain, and exercise, execute and comply with such rights, privileges and concessions ;

To draw, make, accept, endorse, pay and issue, cheques, promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments ;

To remunerate in value or by the issue and distribution of fully paid up non assessable shares of the capital stock of the company any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or other securities, or about the formation or organization of the company or the management of its business ;

To do any other things connected with or conducive to the realisation of the aforesaid objects ;

The aforesaid objects powers and purposes of the company shall be deemed separate and independent the one from the other and the corporation may pursue the realisation of one or more of such objects, powers and purposes, abstraction being made of the others, and any clause shall neither be limited in its general sense or interpreted in operation for any other clause of said objects, powers and purposes, under the name of "Société Canadienne d'Opéra, Incorporée", with a total capital stock of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into two thousand five hundred (2,500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of June, 1921.

C.-J. SIMARD,
2436 Assistant Provincial Secretary.

" Montreal Polish Club, Limited "

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1921, incorporating : Teofil Wardak, commercial traveller ; Domnik Laskey, charpentier and Ignacy Radziszewski, merchant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To establish, maintain, organize and manage a club for the benefit and advantage of the members of the company ; to construct, lease and furnish a club house, with all necessary commodities, grant to all the members of the company

compagnie ou à leurs amis, tous les privilèges et avantages d'un club ; voir à l'aménagement et à l'installation de ce club, en permettre l'usage aux membres, aux actionnaires de la compagnie ou à leurs amis, soit gratuitement ou sous certaines conditions déterminées ; administrer chacune ou toutes les affaires dudit club, et faire tout ce qui dans l'intérêt dudit club, devra être fait ;

Acquérir par achat, par bail ou autrement, pour le bénéfice dudit club, des biens mobiliers et immobiliers, et spécialement une subdivision de lots et de terrains et y ériger des bâtisses, les garnir de meubles, livres, instruments de musiques, jeux et tous autres accessoires ;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la corporation, ou qui exerce une industrie susceptible d'être exercée de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ;

Acheter, assumer pour telle corporation qui sera agréée, et exercer comme une industrie l'industrie de tout individu, maison ou corporation, ayant, en tout ou en partie, des objets similaires aux précédents, les payer totalement ou partiellement en espèces, ou totalement ou partiellement en actions libérées de la compagnie ou autrement, et assumer l'actif et le passif d'aucune telle personne, maison ou compagnie ;

Rémunérer toute personne pour services rendus à la compagnie ou pour toute propriété ou droits acquis par la compagnie, de telle manière que la compagnie le jugera opportun, et en particulier, avec l'approbation des actionnaires par l'émission et la répartition d'actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie, complètement libérées et non sujettes à appel de fonds ;

Acquérir, détenir, administrer des immeubles, les revendre ou les échanger, les hypothéquer, les alinéer, y ériger toutes sortes de constructions pouvant servir dans un but d'amusement ou de sport, louer ou exploiter pour d'autres personnes ou compagnies des immeubles dans un but d'amusement et en retirer des revenus ; donner à bail l'exploitation de ses propres immeubles à d'autres personnes ou compagnies moyennant considération pécuniaire ;

Conclure des arrangements au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant ou se proposant d'exercer une entreprise que la présente compagnie est autorisée à exercer ou pouvant être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable, avantageux ou approprié à l'obtention des fins ou à l'accomplissement d'aucun des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation ;

Installer et maintenir une ou plusieurs allées de quilles, salles de pool ou de billard, terrains de tennis, ou tous autres jeux que les directeurs de la compagnie pourront juger appropriés ;

Procurer divers amusements aux membres de la compagnie et aux leurs ;

Organiser des réunions et des tournois sportifs ;

Recevoir de ses actionnaires ou des membres toutes contributions annuelles ou autrement, pour l'existence du club, l'entretien de ses bâtisses ; et en général pour tous les intérêts de la compagnie, établir le montant de telles contributions, et les percevoir par tous les moyens légaux, et aux dates qui pourront être fixées par les règlements de la présente compagnie ;

and their friends all the privileges and advantages of a club ; see to the furnishing and installation of such club, permit the use thereof to the members and shareholders of the company or their friends, whether gratuitously or under certain fixed conditions ; manage all or any of the affairs of said club and do everything to be done in the interest of said club ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, for the benefit of the said club, moveable and immoveable property, and especially a subdivision of lots and lands and erect buildings thereon, furnish same with furniture, books, music instruments, games and all other accessories ;

To subscribe for or otherwise acquire and hold shares in any other company whose objects are altogether or partly similar to those of the corporation or carrying on a business capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit the company ;

To buy, take over for such corporation as may be agreed upon and carry on as a going concern the business of any individual, firm or corporation having objects in whole or in part similar to the foregoing and pay for the same wholly or partly in cash, or wholly or partly in paid up shares of the company or otherwise, and to take over the assets and liabilities of any such person, firm or company ;

To remunerate any person for services rendered to the company or for any property or right acquired by the company, in such manner as the company may think expedient and in particular with the approval of the shareholders by the issue and allotment of shares, bonds or other securities of the company, fully paid up and non-assessable ;

To acquire, hold, manage immoveables, resell or exchange, hypothecate and alienate same and erect thereon all sorts of constructions capable of being used for amusement and sporting purposes, lease or exploit immoveables for other persons or companies for amusement purposes and derive revenues therefrom ; give on lease the exploitation of its own immoveables to other persons or companies, for a pecuniary consideration ;

To enter into arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or intending to carry on an undertaking which the present company is authorized to carry on or capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit the company ;

To do everything necessary, convenient, advantageous or proper for the attainment of the purposes or the accomplishment of any of the objects for which the company is incorporated ;

To instal and maintain one or several bowling alleys, pool and billard rooms, tennis grounds or any other games which the directors of the company may think proper ;

To procure various amusements to the members of the company, organize sporting meets and tournaments ;

To receive from its shareholders or members any subscriptions, annual or otherwise, for the existence of the club, the maintenance of its buildings ; and generally for the general interests of the company, establish the amount of such subscriptions, collect same by all legal means at such dates as may be fixed by the by-laws of the present company ;

Accepter toute personne n'étant pas déjà actionnaire, comme membre du club, cette personne ayant droit à tous les privilèges que la compagnie jugera à propos d'accorder, suivant les conditions imposées par la compagnie ;

Adopter des règlements pour l'administration et la régie interne du club, tels règlements devant être mis en force après approbation donnée par la majorité des actionnaires ;

Organiser des assemblées des actionnaires, des membres et de leurs amis, pour y faire la discussion des questions d'actualité politiques et sociales ;

Organiser des assemblées populaires, des banquets, des conférences, ou toute autre réunion politique que la compagnie jugera à propos d'organiser ;

Aménager une salle et une cuisine afin de servir des repas aux actionnaires de la compagnie, aux membres du club ou à leurs amis ;

Donner des réunions sociales des actionnaires, des membres du club ou de leurs amis, sous forme de soirées, bals, ou toute autre forme que la compagnie jugera à propos ;

Entrer en pourparlers avec toutes ou chacune des autorités, fédérale, provinciale, municipale, locale ou autre, afin de solliciter, acquérir de telle autorité tous permis, droits, licences, privilèges, que la compagnie croira avantageux d'obtenir et d'exercer, sous le nom de "Montreal Polish Club, Limited", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de juin 1921.

Le sous-secrétaire de la province
2427 C.-J. SIMARD.

To accept any person not being already a shareholder, as member of the club, such being entitled to all the privileges which the company may think proper to grant under such conditions as may be imposed by the company ;

To adopt by-laws for the internal management and government of the club, such by-laws to have force and effect only after due approval by a majority of the shareholders ;

To organize meeting of shareholders, members and their friends to discuss thereof political and social questions of present interest ;

To organize popular meetings, banquets, lectures or any other political meeting which the company may think proper to organize ;

To furnish a dining room and kitchen for serving meals to shareholders of the company, the club members and their friends ;

To hold social reunions of the shareholders, the club members or their friends, such as soirees, bals or any other forms which the company may think proper ;

To make application to all or any authorities, federal, provincial, municipal, local or otherwise for the obtention from any such authority of any permits, rights, licenses and privileges which the company may think advantageous to obtain and exercise, under the name of "Montreal Polish Club, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of June, 1921.

C.-J. SIMARD,
2428 Assistant Provincial Secretary.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 26.

Index of the Quebec Official Gazette, No 26.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Archambault vs Matheson..... 1429
 " Cowalchuck vs Criotori..... 1431
 " Dagenais vs Guyon..... 1430
 " Durand vs Laporte..... 1430
 " Lutz vs Zannetin..... 1430
 " Royer vs St-Laurent..... 1430
 " Schwartz vs Sheiner..... 1431
 " Starr vs Levine..... 1430
 " Trudel vs Lafrance..... 1430
 " Yass vs Sheiner..... 1431

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Archambault vs Matheson..... 1429
 " Cowalchuck vs Criotori..... 1431
 " Dagenais vs Guyon..... 1430
 " Durand vs Laporte..... 1430
 " Lutz vs Zannetin..... 1430
 " Royer vs St-Laurent..... 1430
 " Schwartz vs Sheiner..... 1431
 " Starr vs Levine..... 1430
 " Trudel vs Lafrance..... 1430
 " Yass vs Sheiner..... 1431

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 1409

ADVERTISERS :—Notice to:—..... 1409

ASSEMBLÉE :—

MEETING :—

L'Union St-Joseph-de-Lachine..... 1431

L'Union St-Joseph-de-Lachine..... 1331

AVIS DIVERS :—

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Eaton Corner Burying Ground..... 1432
 Les Statuts de 1921..... 1409
 William Henry Co'y, Lt'd..... 1432

Eaton Corner Burying Ground..... 1432
 The Statutes of 1921..... 1409
 William Henry Co'y, Lt'd..... 1432

BUREAU CHEF :—

HEAD OFFICE :—

Compagnie Lacorte & McMurray..... 1433
 McKeeman-Shaw, Lt'd..... 1432

Compagnie Laoste & McMurray..... 1433
 McKeeman-Shaw, Lt'd..... 1432

CHARTES—ABANDON DE :—

Acme Shu Pak Company.....	1433
Acme Tanning Company, Lt'd.....	1433
Le Crédit Beauceron.....	1433

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES :

American Commerce Association.....	1433
Associated First National Pictures, Inc... 1434	
Manitowoe Shipbuilding Corporation.....	1434
The Monarch Knitting Co'y, Lt'd.....	1434

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS :—

Affermage de forces hydrauliques et de concession forestière.....	1428
Vente à l'enchère de territoire forestier de 80 milles carrés.....	1428

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

Association mutuelle des employés permanents de la cité de Québec.....	1429
--	------

EXAMEN :—

Mesureurs et classificateurs de bois.. . . .	1428
--	------

EXAMENS DU BARREAU :—

Montréal.....	1436
Montréal.....	1437
Québec.....	1435
Saint-François.....	1437
Trois-Rivières.....	1438

LETTRES PATENTES :—

Beaver Building Company, Lt'd.....	1418
Frontenac Transport Co'y, Lt'd.....	1424
International Brewery, Lt'd.....	1420
La Compagnie de Construction Santa Maria, Itée.....	1448
La Compagnie Gaspé, Côtier.....	1422
Mount Royal Travers, Inc.....	1414
Montreal Polish Club, Ltd.....	1450
Société Canadienne d'Opéra, Inc.....	1449
The National Cartage Company, Lt'd....	1426
Westmount Construction Company, Lt'd	1416

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—

Société coopérative agricole de Chénéville.....	1429
---	------

MINUTES DE NOTAIRE :—

Demande par M. Alb. Pelletier.....	1438
Requête par M. J.-A.-Donat Chagnon..	1438

PROCLAMATIONS :—

Charte actuelle de la cité de Montréal, amendée.....	1410
Division d'enregistrement du comté de Labelle.....	1411

SOUMISSIONS :—

Cité d'Outremont.....	1439
Commission Métropolitaine de l'Île de Montréal.....	1438
Municipalité de la ville de Bagotville... .	1438

CHARTERS—SURRENDER OF :—

Acme Shu Pak Company.....	1433
Acme Tanning Company, Lt'd.....	1433
Le Crédit Beauceron.....	1433

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS :—

American Commerce Association.....	1433
Associated First National Pictures, Inc... 1434	
Manitowoe Shipbuilding Corporation.....	1434
The Monarch Knitting Co'y, Lt'd.....	1434

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS :—

Leasing of a water power and timber limit.....	1428
Sale by auction of timber lands of 80 square miles.....	1428

TREASURY DEPARTMENT :—

Association mutuelle des employés permanents de la cité de Québec.....	1429
--	------

EXAMINATION :—

Log cullers and measurers.....	1428
--------------------------------	------

BAR EXAMINATIONS :—

Montreal.....	1436
Montreal.....	1437
Quebec.....	1435
Saint Francis.....	1437
Three Rivers.....	1438

LETTERS PATENT :—

Beaver Building Company, Lt'd.....	1418
Frontenac Transport Co'y, Lt'd.....	1424
International Brewery, Lt'd.....	1420
La Compagnie de Construction Santa Maria, Itée.....	1448
La Compagnie Gaspé, Côtier.....	1422
Mount Royal Travers, Inc.....	1414
Montreal Polish Club, Ltd.....	1450
Société Canadienne d'Opéra, Inc.....	1449
The National Cartage Company, Lt'd....	1426
Westmount Construction Company, Lt'd	1416

DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

Société coopérative agricole de Chénéville.....	1429
---	------

NOTARIAL MINUTES :—

Application by Mr. Alb. Pelletier.....	1438
Application by Mr. J.-A.-Donat Chagnon.	1438

PROCLAMATIONS :—

Actual charter of the city of Montreal, is amended.....	1410
Registration division of the county of Labelle.....	1411

TENDERS :—

City of Outremont.....	1439
Montreal Metropolitan Commission of the Island of Montreal.....	1438
Municipality of the town of Bagotville..	1438

VENTES A L'ENCAN :—

Quebec Central Railway.....	1440
<i>Re</i> : Edouard Bérubé.....	1442
<i>Re</i> : Emile Fraser.....	1441
<i>Re</i> : Emile Roy.....	1440

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ARTHABASKA :—

Daveluy <i>et al</i> vs Béliveau.....	1442
---------------------------------------	------

BEAUCE :—

Eastern Townships Provisions Co. vs Drouin.....	1443
--	------

MONTCALM :—

Clément vs société coopérative agricole de la Conception.....	1443
--	------

MONTREAL :—

Caron <i>et al</i> vs Donohue.....	1444
Cohen <i>et al</i> vs Blumenthal <i>et al</i>	1445
Jacobs <i>et al</i> vs Tafler <i>et al</i>	1446
La Banque Molson vs Leet.....	1444
La Corporation épiscopale catholique Romaine du diocèse de Saint-Hyacinthe vs Walsh.....	1446
La Corporation du village du canton de Chambly vs Delle de Grand'Maison....	1445
Theolis vs Theolis.....	1445

SAINT-FRANCOIS :—

Beaudoin vs Poulin.....	1447
-------------------------	------

TROIS-RIVIÈRES :—

Picotte vs Dme Baril.....	1447
---------------------------	------

AUCTION SALES :—

Quebec Central Railway.....	1440
<i>Re</i> : Edouard Bérubé.....	1442
<i>Re</i> : Emile Fraser.....	1441
<i>Re</i> : Emile Roy.....	1440

SHERIFF'S SALES :—

ARTHABASKA :—

Daveluy <i>et al</i> vs Béliveau.....	1442
---------------------------------------	------

BEAUCE :—

Eastern Townships Provisions Co. vs Drouin.....	1443
--	------

MONTCALM :—

Clément vs société coopérative agricole de la Conception.....	1443
--	------

MONTREAL :—

Caron <i>et al</i> vs Donohue.....	1444
Cohen <i>et al</i> vs Blumenthal <i>et al</i>	1445
Jacobs <i>et al</i> vs Tafler <i>et al</i>	1446
The Molsons Bank vs Leet.....	1444
The Roman Catholic Episcopal Corpora- tion of the diocese of Saint-Hyacinthe vs Walsh.....	1446
The Corporation of the village of the township of Chambly vs Miss de Grand'Maison.....	1445
Theolis vs Theolis.....	1445

SAINT-FRANCIS :—

Beaudoin vs Poulin.....	1447
-------------------------	------

THREE RIVERS :—

Picotte vs Dme Baril.....	1447
---------------------------	------